



**Conseil national
de l'information statistique**

Montrouge, le 28 mars 2022
N°46 / H030

**Commission
Démographie et Questions Sociales**

**Bilan de travail des producteurs de la statistique
Année 2021**

Sommaire

DEPS – DIRECTION DES ÉTUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DES STATISTIQUES. MINISTÈRE DE LA CULTURE.....	3
DREES – DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES. MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ.....	8
DSED – DÉPARTEMENT DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION. DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTRANGERS EN FRANCE. MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.....	24
LES CHIFFRES CLÉS DE L'IMMIGRATION 2019.....	26
INED– INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES.....	27
INSEE - (DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE). DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....	32
INSEE (UEDS) – UNITÉ DES ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....	36
INSEE (DRCVM) – DÉPARTEMENT DES RESSOURCES ET CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....	43
INSEE (DPCEM) – DÉPARTEMENT DES PRIX A LA CONSOMMATION ET DES ENQUÊTES MÉNAGES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....	46
IRDES (GIP) – INSTITUT DE RECHERCHE ET DOCUMENTATION EN ÉCONOMIE DE LA SANTÉ.....	48
LEDA-LEGOS – LABORATOIRE D'ÉCONOMIE ET DE GESTION DES ORGANISATIONS DE SANTÉ. UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE.....	51
MEDES – MISSION ENQUÊTES, DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES - INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE.....	52
OFDT – OBSERVATOIRE FRANÇAIS DES DROGUES ET TOXICOMANIES.....	58
SDES– SERVICE DES DONNES ET ÉTUDES STATISTIQUES - MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE.....	61
ANNEXE. TEXTE DES AVIS DE MOYEN TERME 2019-2023.....	69

Note de lecture

Dans ce programme de travail, les producteurs ont indiqué les opérations et travaux faisant référence aux avis du moyen terme 2019-2023 du Cnis. Ces avis sont repérés de la manière suivante :

[AG : Avis généraux](#)

[DQS : commission « Démographie et Questions Sociales »](#)

Le texte des avis de la commission « Démographie et Questions Sociales » ainsi ceux des autres commissions du Cnis cités dans ce programme figurent en annexe.

0. Éléments de contexte en 2021

En 2021, les missions et les ressources du Deps-doc sont consolidées. Dans le cadre de la réorganisation de l'administration centrale du ministère de la Culture, certaines missions de collecte de données administratives ou de gestion, de suivi statistique et d'études exercées au sein des directions du ministère sont transférées au département, avec la quasi-totalité des agents qui effectuaient ces missions dans les directions.

Ceci implique d'intégrer puis de consolider ou rationaliser ces nouveaux dispositifs, afin que ces missions soient poursuivies dans le respect des critères requis de rigueur scientifique, qualité statistique et conformité aux codes des bonnes pratiques statistiques.

Par ailleurs, la persistance de la crise due au Covid a conduit le département à investir dans des indicateurs conjoncturels qui donnent lieu à publication dans une nouvelle collection (Notes de conjoncture) depuis janvier 2021. Depuis le début de l'été 2021, le département contribue également à éclairer le ministère l'impact de la crise produisant des synthèses hebdomadaires.

1. Travaux en 2021

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

ELFE : PARTICIPATION DU DEPS À LA COHORTE DE NAISSANCE FRANÇAISE

Le travail de contribution au montage de l'enquête se poursuit. Le Deps-doc a contribué durant l'année 2021 au pilote de l'enquête auprès des enfants de 10 ans et au questionnaire de l'enquête à 13 ans.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE EN MILIEU SCOLAIRE : ADAGE [\[DSQ 3\]](#)

L'étude de l'offre d'éducation artistique et culturelle (EAC) en milieu scolaire a reposé cette année sur l'exploitation des données administratives remontant de la plateforme Adage : nouvelle plateforme de pilotage de l'EAC en milieu scolaire gérée par le ministère de l'Éducation Nationale.

Le Deps-doc a contribué à consolider à des fins statistiques les remontées de données via la plateforme et à mettre en place les indicateurs de suivi de la politique.

OBSERVATION DE LA POPULATION ET DES REVENUS DES ARTISTES-AUTEURS

Le Deps-doc s'est engagé à mettre en œuvre une observation régulière de la population des artistes-auteurs et de leurs conditions de rémunération, dans le cadre du Plan artistes-auteurs défini par la Ministre et en étroite collaboration avec la direction générale de la création artistique (DGCA). Cette action doit être menée, dans la mesure du possible, dans la continuité de l'observation que le Département a mis en place il y a une dizaine d'années par le biais d'une convention d'échange de

données annuelles avec l'Agessa¹/Maison des artistes qui a déjà permis des analyses régulières sur ces populations.

En raison du transfert des bases Agessa/Maison des artistes à l'Urssaf Caisse Nationale, le Deps-doc a engagé dès le début de l'année 2020 des discussions approfondies avec cet organisme dans le but de garantir cette continuité sans aucune perte d'information par rapport aux transmissions habituelles et d'examiner, le cas échéant, la possibilité de les enrichir pour améliorer la connaissance de ces populations.

OBSERVATOIRE DE LA FRÉQUENTATION DES PATRIMOINES

Les données relatives à la fréquentation des patrimoines (1 200 musées de France dont musées et monuments nationaux,) sont collectées chaque année via plusieurs dispositifs (Enquête annuelle des musées de France – EAMF- en lien avec le service des musées de France ; Panel mensuel - fréquentation d'un échantillon de lieux patrimoniaux nationaux, suite de la requête « post-attentat » ; et depuis cet été le Panel hebdomadaire, cf. la section « suivi de la crise »). À cette collecte, s'ajoute la sollicitation de plusieurs services de la direction générale des patrimoines et de l'architecture afin d'obtenir les données relatives aux autres équipements et de couvrir ainsi l'ensemble des patrimoines sur le territoire national. Chaque année, ces données sont compilées dans la publication « Patrimostat » qui fait état de la répartition des équipements patrimoniaux sur le territoire et de leur fréquentation.

ENQUÊTE « A L'ÉCOUTE DES VISITEURS »

Le Deps-doc assure la coordination et l'analyse de l'enquête par questionnaire auprès des visiteurs d'un échantillon de musées et monuments nationaux de plus de 50 lieux. Ce programme d'étude contribue à une connaissance générale des publics des établissements concernés et de leurs pratiques de visite, en fonction d'axes d'analyse variés : la situation de visite (de proximité ou touristique), le volume de fréquentation du lieu patrimonial, la nature des collections. Il permet de suivre l'évolution des publics des lieux patrimoniaux dans le temps et de mesurer la satisfaction qu'ils retirent de leur visite. Il permet également à chaque établissement participant de se situer par rapport à l'ensemble de l'échantillon enquête.

PLATEFORME SIBIL (SYSTÈME D'INFORMATION BILLETTERIE)

SIBIL (Système d'Information BILletterie) a été mis en place le 1er juillet 2018 en application de l'article 48 de la loi « Liberté de création, architecture et patrimoine ». Il s'agit d'un dispositif légal de remontée centralisée des données de billetterie par voie dématérialisée du spectacle vivant, conçu pour constituer un référent national d'informations sur la fréquentation et la recette globale de billetterie. Les données recueillies sont traitées par le service statistique du ministère de la Culture (Deps-doc), dans le respect du secret statistique et des autres secrets prévus par la loi, garantissant leur anonymat et leur confidentialité.

Une présentation de la plateforme à destination des utilisateurs a été faite lors du mois de l'innovation publique. Le sous-champ des structures labellisées et conventionnées étant complet, leurs données ont fait l'objet d'une première analyse dans une note interne et donne lieu à une expertise de la qualité de la collecte. Un comité de pilotage et de suivi associant le Deps-doc, la DGCA et le SNUM, s'est réuni en novembre.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

¹Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs

NOTE DE CONJONCTURE

La crise sanitaire a eu un impact majeur sur les secteurs culturels, que le Deps-doc a mis en avant dès juin 2020. Ce travail se concrétise désormais depuis janvier 2021 dans une nouvelle collection d'études statistiques, les notes de conjoncture. Publiées trimestriellement, elles mesurent les effets économiques de la crise sur le champ marchand de la culture, à partir des chiffres d'affaires déclarés par les entreprises auprès de la Direction générale des Finances publiques.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

BASE MINISTÉRIELLE DES LIEUX ET DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS

Mobilisation de l'ensemble des ressources disponibles pour établir et actualiser un référentiel partagé des équipements culturels maillant le territoire national. Alimentation de la Base permanente des équipements (Insee), de la base de données et de statistiques culturelles (Deps-doc) et de l'Atlas numérique

[avis moyen terme du Cnis **AVG 5**. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales ; **AVG 2**. Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité]

REFONTE DE LA NOMENCLATURE STATISTIQUE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (NACE)

Le travail en réseau de l'Insee et des Services statistiques ministériels (SSM) permet à l'ensemble des producteurs de statistiques de définir et de partager les concepts et les nomenclatures pour comparer leurs statistiques tant au niveau national qu'international. L'Insee assure une coordination dans ce domaine, instituée par le décret de création de l'Institut en 1946. Les SSM participent aux travaux d'harmonisation des nomenclatures et des concepts et veillent à leur application dans leur ministère respectif. A ce titre, le Deps-doc participe aux discussions qui concernent le champ culturel dans le cadre de la refonte de la NACE.

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

ATLAS NUMÉRIQUE DE LA CULTURE

L'année 2021 a été consacrée à l'élaboration d'un outil numérique de cartographie et de datavisualisation dynamiques, l'« Atlas Culture des territoires ». Cet outil numérique permet d'articuler un plus grand nombre d'indicateurs à des échelles territoriales fines afin de donner à voir de façon précise les disparités territoriales en matière d'offre et d'activités culturelles, ainsi que les politiques publiques mises en place pour en favoriser l'accès. Les données propres au champ culturel sont replacées dans un leur contexte démographique, économique, touristique, etc.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2021

Sans objet

3. Principales publications de l'année 2021

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Amandine Louguet, Antonin Creignou, Baptiste Raimbaud, En Guadeloupe, l'écoute de la musique et des informations à la radio sont les pratiques culturelles les plus répandues , coll. « Culture études », CE-2021-2	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications	AVG 5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales	TRT 2. Compléter l'information disponible sur l'Outre-mer
Amandine Louguet, Antonin Creignou, Baptiste Raimbaud, En Martinique, les traditions, la musique et le créole fédèrent les générations , coll. « Culture études », CE-2021-3	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications	AVG 5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales	TRT 2. Compléter l'information disponible sur l'Outre-mer
Amandine Louguet, Antonin Creignou, Baptiste Raimbaud, Information, musique, télévision, lecture : la diversité linguistique marque chaque pan de la culture en Guyane , coll. « Culture études », CE-2021-4	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications	AVG 5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales	TRT 2. Compléter l'information disponible sur l'Outre-mer
Ludovic Bourlès, Yann Nicolas, Impact de la crise sanitaire sur l'évolution des chiffres d'affaires enregistrés dans le champ de la culture , coll. « Note de conjoncture »	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Note-de-conjoncture	AVG 1. Améliorer la mesure de la qualité de la croissance ;	
Observatoire de l'égalité entre femmes et hommes dans la culture et la communication , édition 2021.	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-d-ouvrages/Observatoire-de-l-egalite-entre-femmes-et-hommes-dans-la-culture-et-la-communication/Observatoire-2021-de-l-egalite-entre-femmes-et-hommes-dans-la-culture-et-la-communication	AVG 2. Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité	DQS 7. Stéréotypes, préjugés et discriminations

Jasmina Stevanovic, Thiphaine Vilbert, Lucile Zizi, Patrimostat 2020 , édition 2020, septembre 2021	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Patrimostat/Patrimostat-edition-2020	AVG 5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales	
Sylvie Octobre, Régine Sirota (sou la direction de.), Inégalités culturelles : retour en enfance , coll. « Questions de culture »	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications	AVG 2. Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité	DQS 3. Mieux connaître les conditions de vie de l'enfant

0. Éléments de contexte en 2021

L'année 2021 a été marquée par les travaux de suivi de la crise sanitaire et de son impact, tant dans le domaine sanitaire que social. Outre des opérations exceptionnelles, comme une nouvelle vague de l'enquête EpiCov dédiée à la santé mentale ou le dispositif d'observation de l'aide alimentaire, un certain nombre d'opérations annuelles ont été enrichies de modules ad hoc pour mieux documenter la crise sanitaire (SAE, panel de médecins généralistes, baromètre, enquête Mode de garde des jeunes enfants, etc.). Par ailleurs, de nouveaux systèmes d'information ont été exploités (SIVIC, SIDep, VacSI) ou constitués (appariement SiVic Fideli) pour faire face aux besoins d'informations nés de la crise sanitaire.

Cette dernière a également imposé le report de certaines opérations prévues initialement en 2020, particulièrement dans le domaine social (enquête modes de garde, enquête assistants familiaux) mais aussi sanitaire (santé scolaire), et le programme de collecte en a été d'autant plus chargé. Le programme initial d'enquêtes statistiques et de collectes administratives 2021 a été en partie maintenu, avec cependant un report à 2022 de la collecte du volet ménages du dispositif multi-enquêtes Autonomie. Le budget 2021 de la Drees a été reconduit à hauteur de ce qu'il était en 2020, en forte hausse par rapport aux années antérieures, ce qui lui a permis d'assurer la collecte d'opérations exceptionnelles en lien avec la crise mais aussi d'envisager la réalisation ou la réédition d'opérations jusque-là différées, comme l'enquête Urgences hospitalières dont la conception a démarré.

Enfin le passage en production du 1^{er} volet du projet Code statistique non signifiant (CSNS) porté par l'Insee a permis d'initier les tous premiers projets l'utilisant dans le domaine social avec l'objectif à terme de raccourcir les délais de constitution de ses bases et leur diffusion.

Le périmètre des travaux Drees s'est étendu en 2021, avec la reprise d'une partie des travaux d'études du Fonds Complémentaire santé solidaire, disparu en 2020. A contrario, elle poursuit son désengagement de la gestion opérationnelle des répertoires pour se concentrer sur leur exploitation statistique et leur mise en qualité. Elle a ainsi accompagné le transfert des infirmiers du répertoire Adeli au RPPS. Elle a également préparé le transfert de la gestion opérationnelle de Finess à l'agence du numérique en santé en 2022.

Début 2021, la Drees a ouvert son nouveau site internet, qui était l'un des projets phare de son moyen terme 2019-2021. Elle a poursuivi résolument sa politique d'ouverture de ses données aux chercheurs et en open data sur son site internet et a développé l'ouverture de ses codes sources.

Elle a poursuivi la migration d'une partie de ses applications de SAS vers R.

L'année 2021 a enfin été marquée par la revue par les pairs, à laquelle la Drees a participé pour la 1^{ère} fois.

1. Travaux en 2021

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Concernant le domaine Santé :

Enquête nationale sur les structures des urgences hospitalières 2023 (ENSU 2023) : la précédente édition de l'ENSU a été collectée en 2013, avec des taux de réponse proches de

l'exhaustivité, aussi bien pour le questionnaire Structure que pour le questionnaire Patient. La DREES a relancé les travaux en 2021 pour préparer une nouvelle collecte en 2023 : un chef de projet a été recruté dans la mobilité des administrateurs de l'Insee en septembre 2021. Le premier comité de pilotage s'est tenu le 19 octobre 2021.

Enquêtes de santé en milieu scolaire [DQS 3]: du fait de la mobilisation de la médecine scolaire encore très importante sur le CoVid en 2021, les résultats de l'enquête 2021 (qui consiste en une remontée via le système d'information de la médecine scolaire des résultats de l'examen obligatoire à 6 ans des élèves échantillonnés), extrêmement parcellaires ne pourront être exploités.

En 2021 la DREES et l'OFDT ont étudié la possibilité d'un rapprochement entre les enquêtes de santé scolaire et EnClass pour la classe de sixième. Ce nouveau dispositif se substituerait à l'enquête habituellement réalisée en CM2 et pourrait être testé à l'occasion du millésime 2022 d'EnClass avant d'être mis en place en 2024.

En 2021, la DREES s'est par ailleurs engagée dans le suivi de la nouvelle enquête de santé publique France sur le bien être des enfants, notamment dans un souci de bonne coordination avec ses propres opérations.

Enquête EPICOV :

Dans le contexte du premier confinement, la DREES et l'Inserm en collaboration avec l'Insee et Santé publique France ont mis en place une importante enquête en population générale permettant à la fois de suivre la contamination par le covid grâce à des prélèvements sanguins et d'appréhender les conséquences des confinements et des mesures sanitaires sur les modes de vie grâce à un questionnaire administré par téléphone ou sur internet. Cette enquête est réalisée par vague : la première en mai 2020, la deuxième en novembre 2020. Une troisième vague a été réalisée en juin 2021, la quatrième a été reportée à début 2022. Cette enquête réalisée sur un très gros échantillon (135 000 répondants en vague 1) est représentative au niveau départemental.

Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale

Le panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale est une enquête réalisée par vagues successives auprès de 3 000 médecins généralistes. Au-delà des vagues prévues initialement, cet outil a été mobilisé en 2020 pour réaliser 3 vagues spécifiques relatives à la gestion de la crise sanitaire (la dernière en novembre-décembre 2020) et une vague mixte sur la thématique COVID et vaccination (octobre-novembre 2020). En 2021, la vague relative à la prescription d'antibiotiques a été réalisée de fin avril à mi-juillet. Elle reprenait quelques questions liées à la crise sanitaire, qui ont donné lieu à une publication à l'automne 2021.

Enquête auprès des écoles de formation aux professions de santé – Volet Étudiants

Jusqu'en 2017, les volets Établissements et Étudiants de l'enquête Écoles sur les formations aux professions de santé étaient réalisés tous les ans. Depuis cette date, le volet Étudiants est passé sur un rythme quadriennal et la collecte renouvelée débutera le 1^{er} janvier 2022, L'année 2021 a été consacrée à la refonte complète du dispositif : révision du questionnaire, changement du processus de collecte et inscription du dispositif dans le cadre de la statistique publique (avis d'opportunité obtenu fin 2020, et label en octobre 2021).

Enquête PaRis :

En 2021, la DREES s'est engagée à réaliser le volet français de l'enquête OCDE PaRis. Cette enquête vise à mesurer la qualité des soins primaires perçue par le patient à travers des indicateurs Prems (patient reported experience measure) et Proms (patient reported outcome measure). Un chef de projet a été recruté en septembre 2021 pour mener cette nouvelle opération.

Concernant les domaines social et médico-social :

Première brique du dispositif d'enquêtes Autonomie, l'enquête filtre « Vie Quotidienne et Santé » [DQS1, DQS2, TRT2] s'est déroulée en 2021, permettant de collecter 294 000 réponses en métropole, auxquels s'ajouteront quelques milliers de réponses en outre-mer, où la collecte se poursuit. Ces

réponses assureront ainsi une représentativité départementale aux résultats diffusés. Parmi eux, 230 000 questionnaires serviront de base de sondage à l'enquête Autonomie Ménages dont la collecte commencera début 2022 et dont la préparation a jalonné l'année 2021

L'enquête **mode de garde et d'accueil du jeune enfant** [DQS3] a débuté à la rentrée scolaire 2021. Après plusieurs reports liés à la crise sanitaire elle permettra d'appréhender les effets de la réforme du congé paternité mise en place au 1^{er} juillet 2021

L'enquête auprès **des assistants familiaux** [DQS3] s'est déroulée entre mai et septembre 2021.

Ces enquêtes ont été menées selon des modes mixtes téléphone/visite et seront appariées avec des sources administratives à compter de 2022, par le biais du CSNS entre autres.

Par ailleurs, la cinquième vague de l'enquête « **Motivations de départs en retraite** » s'est déroulée début 2021 auprès de 6 000 nouveaux retraités interrogés par téléphone

Enfin, la DREES a réalisé des enquêtes auprès des établissements et services médico-sociaux. L'enquête auprès des **établissements et services pour adultes en difficulté sociale** [DQS5] s'est déroulée au 1^{er} semestre 2021. Par ailleurs, les travaux préparatoires (avis d'opportunité, label) aux enquêtes de 2022 (**enquête auprès des établissements et services de la protection de l'enfance** [DQS3], et enquêtes auprès des écoles de formation aux professions sociales et auprès des étudiants de ces écoles) ont été menés en 2021

Dans le cadre du suivi des conséquences sociales de la crise sanitaire, la DREES a mené deux enquêtes nouvelles. En lien avec l'Insee, la DREES a d'une part mené une enquête en ligne auprès des centres de distribution d'aide alimentaire entre mai et juin 2021. De premiers résultats ont été diffusés fin juillet, qu'une étude et des données viendront compléter en décembre. Des remontées agrégées sur l'aide alimentaire distribuées par les principales associations ou fédérations ont également été remontées, et seront mobilisées en lien avec les données annuelles remontées dans le cadre du système d'information sur l'aide alimentaire (SIAA) de la direction générale de la cohésion sociale. D'autre part, une enquête trimestrielle auprès des conseils départementaux a été lancée pour recueillir des informations sur l'activité et le public des fonds d'aide aux jeunes (FAJ) pendant la crise. Les premiers résultats seront diffusés fin 2021 [DQS6]

À noter que plusieurs enquêtes régulières qui n'avaient pas, jusqu'alors, un statut d'enquête statistique, sont rentrées en 2021 pour la première fois dans le champ de la loi de 1951, par un avis d'opportunité du CNIS et un passage au label : enquêtes quadriennales ES-DS et ES-PE et enquête annuelle auprès des caisses de retraite (EACR).

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes **Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant**

Dans le domaine social et médico-social :

Deux bases de données administratives pluriannuelles ou nouvelles ont été collectées en 2021 :

- la nouvelle vague de l'**échantillon interrégime de retraités** (EIR – collecté tous les quatre ans) ; cet échantillon couvre aussi le champ de l'invalidité et cette nouvelle vague inclura, pour la première fois, les rentes d'incapacité permanente du risque AT-MP, permettant de combler ainsi une des « zones d'ombre » de la statistique publique ; en réponse à une demande de la commission SERPU du CNIS, la taille de l'échantillon a été sensiblement augmentée, afin de permettre des analyses sur des populations particulières plus petites [DQS1, SERPU3]

- la première vague des **remontées d'informations sur l'accompagnement et l'insertion des bénéficiaires du RSA**, à partir des fichiers administratifs des conseils départementaux, de la CNAF et

de Pôle Emploi (projet « RI-insertion »). Ces données seront, entre autres, appariées au panel annuel ENIACRAMS de la DREES sur les parcours dans les minima sociaux. [\[EQRT2\]](#)

Les post-traitements de l'enquête auprès des établissements d'hébergements de personnes âgées (**EHPA, vague 2019**) et de la vague 2017 de l'échantillon interrégimes de cotisants (**EIC**) se sont également poursuivis tout au long de l'année 2021, avec une première diffusion de résultats prévue début 2022.

En outre, la DREES a demandé fin 2021 un enrichissement des données issues de Fideli afin de compléter son dispositif d'informations sur l'autonomie et l'épargne retraite. Une expertise est engagée en novembre 2021 sur les informations fiscales relatives à ces deux thématiques, afin d'envisager d'une part la publication de nouveaux indicateurs nationaux et/ou localisés, et d'autre part le possibilité d'enrichissement d'autres sources par appariement [\[SERPU3, DQS1\]](#).

La DREES a également réalisé en 2021 une première expertise des **données du SI-SIAO**, portant sur les demandes d'hébergement des personnes sans domicile [\[DQS5, DQS6\]](#).

Une première vague de la base **BADIANE** sera par ailleurs diffusée fin 2021 ou tout début 2022 : cette base statistique annuelle a vocation à rassembler et mettre en cohérence toutes les données administratives disponibles sur les établissements médico-sociaux. La première base sera construite à partir de données de la DREES, de la CNSA, de l'ANAP et de Santé publique France, et portera sur les établissements pour personnes âgées. Elle s'enrichira progressivement de nouvelles informations issues d'autres fichiers administratifs, et s'élargira au domaine des établissements pour personnes handicapées.

L'instruction du nouveau projet de **remontées individuelles sur l'autonomie (RI-autonomie)** sera en outre mise en œuvre en 2021 : cette base vise à rassembler l'information individuelle sur toutes les prestations versées au titre du handicap, de la perte d'autonomie ou de l'invalidité. Elle prendra la suite des opérations de remontées individuelles déjà réalisées par la DREES par le passé pour certaines prestations, mais visera cette fois-ci une couverture plus globale. Les RI-autonomie constitueront, entre autres, le volet « données administratives » du dispositif d'enquêtes Autonomie. [\[DQS1, DQS2\]](#)

Par ailleurs, la DREES commence à préparer, en partenariat avec l'observation nationale de la protection de l'enfance, la reprise (en 2023 a priori) de la mission de produire les données OLINPE à partir des données administratives des conseils départementaux. Une incertitude sur ce projet reste toutefois en lien avec celle sur le vote du projet de loi sur la protection de l'enfance avant la fin de la mandature actuelle du parlement [\[DQS3\]](#)

De nombreux appariements de données seront également réalisés fin 2021 et en 2022, grâce notamment à la mise en production par l'Insee du premier volet du projet « code statistique non significatif » : croisement des données des panels de la DREES sur les retraités (EIR), les cotisants aux régimes de retraite (EIC), les bénéficiaires de minima sociaux (ENIACRAMS) entre eux et avec les données de l'échantillon démographique permanent (EDP), de la DSN, etc.

Le projet d'**amélioration de la mesure du non-recours aux prestations sociales** [\[SP2\]](#), initié à l'automne 2019, dans le cadre d'un partenariat avec la Cnaf, l'université Paris Est-Créteil (Upec) et l'Insee, s'est poursuivi. Les premiers résultats seront publiés par la Drees avant la fin de l'année 2021 sur la mesure du non-recours au RSA et la prime d'activité, en partant de l'ERFS et en mobilisant le modèle de microsimulation Ines. En parallèle, nous avons travaillé avec l'Insee et la Cnaf pour réaliser un appariement expérimental ERFS-DRM afin de récupérer les ressources mensuelles des individus ERFS, en particulier pour améliorer la connaissance du non-recours pour les prestations trimestrielles. Pour cette expérimentation, l'Insee a déposé le 30 septembre 2021 au Cnis une demande d'accès au DRM au titre de l'article 7bis de la loi de 1951 qui a obtenu un avis favorable. Sur la base de l'accord du CNIS, nous travaillons avec la DSS, la CNAF et l'Insee pour la mise en œuvre juridique et opérationnelle de cet appariement expérimental en 2022.

Dans le domaine sanitaire

Base dépenses de santé et restes à charge : en 2021, la DREES a assuré la maintenance de cette base. Un retard dans la disponibilité des données devant être fournies par la CNAM et des difficultés techniques ont retardé l'actualisation aux données 2018.

Base en panel de données sur les organismes complémentaires : La construction de la base de données en panel sur les organismes complémentaires à partir des états comptables, prudentiels et statistiques collectés annuellement par l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) s'est poursuivie en 2021. Elle couvre les années 2011 à 2019. Les travaux de consolidation et contrôle de la qualité vont se poursuivre en 2022.

Données administratives des organismes complémentaires issues des états comptables, prudentiels et statistiques remontés annuellement par l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) : les données collectées au nouveau format auprès de l'ACPR en 2021 (sur l'année 2020) ont permis de réaliser des exploitations à un niveau plus fin. En particulier, elles ont permis une première analyse de la réforme du 100% santé (concernant l'optique, les prothèses dentaires et les aides auditives) dont les résultats ont été publiés dans l'édition 2021 des comptes de la santé. Les données annuelles de l'Urssaf Caisse nationale portant sur l'année 2020 vont également permettre la réalisation de travaux de réconciliation entre les données de l'ACPR et de l'Urssaf Caisse nationale

INES-OMAR : La DREES a terminé en 2021 l'actualisation de l'édition 2017 du modèle de micro-simulation INES-OMAR, visant à estimer les dépenses de santé prises en charge par l'assurance maladie obligatoire mais aussi complémentaire, ainsi que les restes à charge des ménages, selon les caractéristiques socio-démographiques. Cette édition du modèle repose pour la première fois sur l'enquête SRCV 2017, dont le module sur la complémentaire santé permet de connaître la répartition de la couverture complémentaire et des primes dans la population.

Projet ENSU - SNDS : dans le cadre de la préparation de l'édition 2023 de l'enquête nationale sur les structures des urgences hospitalières (ENSU), la DREES envisage de tester les possibilités d'appariement des données de l'ENSU 2013 avec celles du PMSI 2013, sur la base non pas d'un appariement direct, mais d'un appariement sur des profils d'information uniques (caractéristiques du patient, de la date et du lieu de prise en charge aux urgences). Cet exercice a vocation à vérifier la faisabilité d'un appariement ENSU 2023 – SNDS qui est demandé par les urgentistes et les chercheurs consultés par la DREES en 2020. En 2021, les efforts ont surtout porté sur la prolongation de l'autorisation accordée par la Cnil de conservation des données de l'enquête de 2013.

Expertise de la qualité et de l'exhaustivité des RPU (résumés de passages aux urgences) : dans le cadre de la préparation de l'édition 2023 de l'enquête nationale sur les structures des urgences hospitalières (ENSU), la DREES a mené un travail d'exploration approfondie des RPU, données administratives qui ont connu un essor considérable ces dernières années et seraient susceptibles de pouvoir alléger le questionnaire de l'ENSU, en s'appuyant sur un appariement avec les RPU. Les résultats préliminaires sont toutefois décevants à ce stade : de nombreuses variables clefs (durée de passage, motivation de recours des patients, diagnostics médicaux) n'offrent pas une qualité de remplissage suffisante pour pouvoir envisager de s'en passer dans l'enquête de 2023.

Appariement Sivic-Fideli : afin de mieux identifier les caractéristiques des patients hospitalisés dans le cadre de l'épidémie de Covid-19, un appariement entre les bases Fideli et Sivic a été réalisé, en partenariat avec l'Insee.

Appariement VacSI-Sidep-Sivic : dans le cadre de l'appui qu'elle apporte à la gestion de crise, la DREES a été amenée à appairer les 3 principaux systèmes d'information sur le CoVId afin notamment de pouvoir publier des statistiques sur les contaminations et les hospitalisations des personnes vaccinées. Ces travaux ont été réalisés à l'été 2021, ils n'étaient pas prévus dans le programme de travail initial de la DREES.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Accélération du calendrier de comptes de la protection sociale : Chaque année, la DREES produit un ouvrage sur les comptes de la protection sociale dans sa collection « Panorama ». Jusqu'en 2020, ce panorama, publié en juin de l'année N, présentait les données de l'année N-2. Avec l'appui d'une bourse fournie par Eurostat dans le cadre du groupe ESSPROS (European system of integrated social protection statistics), la DREES a lancé en 2019 des travaux de refonte des chaînes de production permettant la production d'une première estimation du compte de l'année N-1 dès l'automne de l'année N. Ainsi pour la première fois en 2021, la DREES a publié en décembre un panorama des comptes de la protection sociale portant sur l'année 2020, ce qui équivaut à une publication avancée de 6 mois par rapport aux précédentes publications.

Estimation de la dépense courante de santé au sens international pour l'année N-1 : Pour la première fois en 2021, la DREES a produit une estimation complète de la dépense courante de santé au sens international (DCSi) pour l'année 2020. Auparavant, cet agrégat était produit en septembre de l'année N pour l'année N-2. Cette donnée est ainsi disponible un an en avance en comparaison du précédent calendrier.

La DREES a également continué de publier de manière hebdomadaire les statistiques sur les délais entre le prélèvement et l'enregistrement du résultat pour les tests virologiques dans le cadre de l'épidémie actuelle.

La DREES a aussi diffusé en 2021 des données mensuelles sur les prestations de solidarité (minima sociaux, etc.) et les aides aux étudiants, et poursuivra cette démarche tout au long de la crise [\[DQS6\]](#)

La DREES a enfin lancé en 2021, en partenariat avec l'IPP, des travaux sur les indicateurs au niveau local d'accès aux établissements et services médico-sociaux ou sociaux (indicateurs de type APL). Un premier pilote porte sur les établissements et services pour les personnes âgées ; il sera, le cas échéant, généralisé pour produire plus régulièrement des indicateurs d'accessibilité sur l'ensemble des établissements et services du champ social et médico-social. [\[TRT9\]](#) Un autre partenariat avec l'IPP a été lancé au printemps 2021 pour améliorer la mobilisation des sources statistiques et la connaissance des proches aidants de personnes handicapées ou âgées [\[DQS1\]](#).

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

La DREES a lancé en 2021 un nouveau cadrage pour la refonte du répertoire des établissements sanitaires et sociaux (fichier FINESS). Il a permis de conforter le besoin d'une vaste refonte aussi bien en termes d'applicatif qu'en termes de modèle et de dictionnaire de données. Des études complémentaires ont ensuite été lancées pour peaufiner les grandes lignes esquissées pendant le cadrage sur les aspects data. Les nomenclatures seront gardées quasiment à l'identique.

La gouvernance établie autour du répertoire a évolué : les travaux de refonte ont été confiés à l'agence du numérique en santé (ANS). Ces travaux seront lancés début 2022 et devraient aboutir à la fin 2023. Le pilotage stratégique a été confié à la délégation au numérique en santé (DNS) et la gestion courante a également été confiée à l'ANS. La DREES ne sera plus responsable du répertoire FINESS à partir de 2022.

Le périmètre du répertoire des professionnels de santé (fichier ADELI) a continué à se restreindre avec la migration de la profession infirmière vers le répertoire partagé des professionnels de santé

(RPPS). Cette migration sera poursuivie en 3 lots dans le courant de l'année 2022. Le répertoire ADELI devrait pouvoir être décommissionné à l'issue de ces travaux, début 2023.

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Début 2021, la Drees a ouvert son nouveau site internet. Elle a poursuivi sa politique d'ouverture des données et des codes. Elle s'est vu confier la fonction d'administrateur ministériel des données, des algorithmes et des codes sur le périmètre du Ministère des solidarités et de la santé.

Dans le domaine social et médico-social, la DREES poursuivra les efforts visant à rendre plus accessibles ses bases de données détaillées, engagés en 2020 avec le versement au CASD de nombreuses bases. Fin 2021, doivent être diffusées en open data les données historiques de l'enquête annuelle auprès des caisses de retraite (EACR), pour ses principaux tableaux au moins. Un important travail de mise en qualité et de reprise des données historiques a été réalisé à l'occasion.

Par ailleurs, les travaux méthodologiques se sont poursuivis pour la création de bases anonymisées : elles visent à offrir un accès très rapide des chercheurs aux données, leur permettant d'en apprécier les possibilités avant d'entamer les démarches d'accès aux données indirectement identifiantes (qui peuvent être longues et coûteuses, notamment dans le cas de données de santé). Le premier pilote concernera les données individuelles sur l'APA et le second celles de l'EIR.

Cette diffusion renforcée en open data va de pair avec la démarche d'ouverture des codes sources (études, modèles de simulation ...) par la DREES mise en œuvre progressivement à partir de 2021.

Un travail spécifique est par ailleurs engagé avec les conseils départementaux afin de développer de nouveaux outils de diffusion (outils interactifs, datavisualisation, etc.), adaptés à leurs besoins pour le pilotage des aides sociales dont ils ont la charge. [\[TRT1\]](#)

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2021

Nom et finalité du dispositif final	Fichier 1		Fichier 2		Champ du fichier résultant de l'appariement
	Nom du fichier	Propriétaire	Nom du fichier	Propriétaire	
Mettre en regard les déclarations des nouveaux retraités sur les motivations de leur départ à la retraite (ou de leur éventuelle prolongation de carrière) avec les caractéristiques effectives de leur retraite et de leur carrière	Enquête Motivations de départ à la retraite 2021	DREES	EIR 2020	DREES	Nouveaux retraités entre juillet 2019 et juin 2020
Étudier les conditions de départ à la retraite des bénéficiaires de minima sociaux et analyses les bascules éventuelles entre les minima sociaux d'âge actif (RSA, ASS, AAH) et le minimum vieillesse	EIR 2020	DREES	ENIACRAMS	DREES	Personnes nées parmi les jours communs aux deux échantillons
Approfondir la connaissances des parcours de carrières des bénéficiaires de	EIC 2020	DREES	ENIACRAMS	DREES	Personnes nées parmi les jours communs aux deux échantillons

minima sociaux et étudier l'acquisition de leurs droits à retraite					
Mettre en regard l'accompagnement et l'orientation des bénéficiaires du RSA avec leurs parcours dans les minima sociaux et dans l'emploi	RI-insertion (fichiers pilotes)	DREES	ENIACRAMS	DREES	Champ de l'ENIACRAMS (personnes nées certaines jours)

3. Principales publications de l'année 2021

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Data Drees - Suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire (lancé fin 2020)	Données mensuelles sur les prestations de solidarité — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - 8 médecins généralistes sur 10 jugent efficace la généralisation du port du masque dans les lieux clos	8 médecins généralistes sur 10 jugent efficace la généralisation du port du masque dans les lieux clos Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Comment les médecins généralistes prennent-ils en charge les patients atteints de la Covid-19 ?	Comment les médecins généralistes prennent-ils en charge les patients atteints de la Covid-19 ? Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Vaccination contre la Covid-19 : trois médecins sur quatre interrogés en octobre-novembre 2020 y étaient a priori favorables	Vaccination contre la Covid-19 : trois médecins sur quatre interrogés en octobre-novembre 2020 y étaient a priori favorables Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Un quart des parents non gardiens solvables ne déclarent pas verser de pension alimentaire à la suite d'une rupture de Pacs ou d'un divorce (exploitation de l'EDP)	Un quart des parents non gardiens solvables ne déclarent pas verser de pension alimentaire à la suite d'une rupture de Pacs ou d'un divorce Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Des restes à charge après assurance maladie obligatoire comparables entre patients âgés avec et sans affection de longue durée, malgré des dépenses de santé 3 fois	Des restes à charge après assurance maladie obligatoire comparables entre patients âgés avec et		

supérieures	sans affection de longue durée, malgré des dépenses de santé 3 fois supérieures Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la Drees - Les conditions de logement des bénéficiaires de minima sociaux et de la prime d'activité	Les conditions de logement des bénéficiaires de minima sociaux et de la prime d'activité Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Prestation de compensation du handicap : une majorité des paiements financent un aidant familial	Prestation de compensation du handicap : une majorité des paiements financent un aidant familial Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la Drees - Comment vivent les personnes handicapées - Les conditions de vie des personnes déclarant de fortes restrictions d'activité	Comment vivent les personnes handicapées - Les conditions de vie des personnes déclarant de fortes restrictions d'activité Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la Drees - Élargir les sources d'étude quantitative de la population handicapée : Que vaut l'indicateur « GALI » ? - Utilisation de la question GALI pour repérer les personnes handicapées et établir des statistiques sur leurs conditions de vie	Élargir les sources d'étude quantitative de la population handicapée : Que vaut l'indicateur « GALI » ? - Utilisation de la question GALI pour repérer les personnes handicapées et établir des statistiques sur leurs conditions de vie Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Datavisualisation - Lancement d'une maquette d'évaluation des dispositifs fiscaux et sociaux sur ménage-type (version test)	https://drees.shinyapps.io/Drees_Maquette_Edifis/		
Études et Résultats - Davantage de bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap dans les quartiers prioritaires de la ville	Davantage de bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap dans les quartiers prioritaires de la ville Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		

<p>Études et Résultats - Hébergement d'urgence permanent : résultats des enquêtes auprès des établissements et services pour adultes et familles en difficulté sociale (ES-DS) 2008, 2012 et 2016</p>	<p>Hébergement d'urgence permanent : au cours des années 2010, davantage de familles et des séjours rallongés - Résultats des enquêtes auprès des établissements et services pour adultes et familles en difficulté sociale (ES-DS) 2008, 2012 et 2016 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)</p>		
<p>Études et Résultats - Confinement du printemps 2020 : une hausse des syndromes dépressifs, surtout chez les 15-24 ans - Résultats issus de la 1re vague de l'enquête EpiCov et comparaison avec les enquêtes de santé européennes (EHIS) de 2014 et 2019</p>	<p>Confinement du printemps 2020 : une hausse des syndromes dépressifs, surtout chez les 15-24 ans Résultats issus de la 1re vague de l'enquête EpiCov et comparaison avec les enquêtes de santé européennes (EHIS) de 2014 et 2019 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)</p>		
<p>Études et Résultats - Confinement de novembre-décembre 2020 : une hausse des demandes de soins liés à la santé mentale</p>	<p>Confinement de novembre-décembre 2020 : une hausse des demandes de soins liés à la santé mentale Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)</p>		
<p>Études et Résultats - Pour huit médecins généralistes sur dix, la vaccination contre la Covid-19 est le meilleur moyen d'éviter de nouvelles vagues épidémiques</p>	<p>Pour huit médecins généralistes sur dix, la vaccination contre la Covid-19 est le meilleur moyen d'éviter de nouvelles vagues épidémiques Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)</p>		
<p>Études et Résultats - Risques encourus, gestion de l'épidémie, suivi des patients : opinions des médecins généralistes pendant le confinement de l'automne 2020</p>	<p>Risques encourus, gestion de l'épidémie, suivi des patients : opinions des médecins généralistes pendant le confinement de l'automne 2020 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)</p>		
<p>Études et Résultats - Grandir dans un territoire rural : quelles différences de conditions de vie par rapport aux espaces urbains ?</p>	<p>Grandir dans un territoire rural : quelles différences de conditions de vie par rapport aux espaces urbains ? Direction de la recherche,</p>		

	des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la Drees - Quelle démographie récente et à venir pour les professions médicales et pharmaceutique ? - Constat et projections démographiques	Synthèse - Quelle démographie récente et à venir pour les professions médicales et pharmaceutique ? - Constat et projections démographiques Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la Drees - Accès aux soins et pratiques de recours - Étude sur le vécu des patients	Accès aux soins et pratiques de recours - Étude sur le vécu des patients Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la Drees - Premiers résultats de l'enquête santé européenne (EHIS) 2019 - Métropole, Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte	Premiers résultats de l'enquête santé européenne (EHIS) 2019 - Métropole, Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Hospitalisation : des restes à charge après assurance maladie obligatoire plus élevés en soins de suite et de réadaptation et en psychiatrie	Hospitalisation : des restes à charge après assurance maladie obligatoire plus élevés en soins de suite et de réadaptation et en psychiatrie Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Exercer en maison de santé pluriprofessionnelle a un effet positif sur les revenus des médecins généralistes	Exercer en maison de santé pluriprofessionnelle a un effet positif sur les revenus des médecins généralistes Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la Drees - Parcours hospitaliers des patients atteints de la Covid-19 de mars 2020 à janvier 2021	Parcours hospitaliers des patients atteints de la Covid-19 de mars 2020 à janvier 2021 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		

Études et Résultats - Bénéficiaires de minima sociaux : un état de santé général et psychologique dégradé	Bénéficiaires de minima sociaux : un état de santé général et psychologique dégradé Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - En 2020, trois Ehpad sur quatre ont eu au moins un résident infecté par la Covid-19	En 2020, trois Ehpad sur quatre ont eu au moins un résident infecté par la Covid-19 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Opinions et pratiques des médecins généralistes en matière de prévention	Opinions et pratiques des médecins généralistes en matière de prévention Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la Drees - Les médecins généralistes face aux conduites addictives de leurs patients - Résultats du Panel d'observation des pratiques et conditions d'exercice en médecine générale	Les médecins généralistes face aux conduites addictives de leurs patients - Résultats du Panel d'observation des pratiques et conditions d'exercice en médecine générale Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la Drees - Le logement adapté, un tremplin vers le logement ordinaire - Caractéristiques et parcours résidentiels des personnes logées dans les foyers de jeunes travailleurs, les foyers de travailleurs migrants et les résidences sociales	Le logement adapté, un tremplin vers le logement ordinaire - Caractéristiques et parcours résidentiels des personnes logées dans les foyers de jeunes travailleurs, les foyers de travailleurs migrants et les résidences sociales Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Complémentaires santé : en 2016, les seniors restent moins bien couverts malgré une hausse des garanties depuis 2011	Complémentaires santé : en 2016, les seniors restent moins bien couverts malgré une hausse des garanties depuis 2011 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Stabilité de la mortalité périnatale entre 2014 et 2019	Stabilité de la mortalité périnatale entre 2014 et 2019 Direction de la recherche, des études, de		

	l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Data Drees - Publication des 1ers résultats du dispositif de suivi de l'aide alimentaire en France	L'aide alimentaire en France depuis 2019 — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr)		
Suivi hebdomadaire du statut vaccinal des personnes testées positives au Covid-19 et des personnes hospitalisées - Exploitation des appariements entre les bases SI-VIC, SI-DEP et VAC-SI	Les appariements SI-VIC, SI-DEP et VAC-SI Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Renoncement aux soins : la faible densité médicale est un facteur aggravant pour les personnes pauvres 4 % de la population a développé des anticorps contre le SARS-CoV-2 entre mai et novembre 2020	Renoncement aux soins : la faible densité médicale est un facteur aggravant pour les personnes pauvres Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - La part des femmes en âge de procréer résidant à plus de 45 minutes d'une maternité augmente entre 2000 et 2017	La part des femmes en âge de procréer résidant à plus de 45 minutes d'une maternité augmente entre 2000 et 2017 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Data Drees - Mise à disposition des Résultats par départements sur les bénéficiaires payés de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile au titre de décembre 2017	Résultats par départements sur les bénéficiaires payés de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile (APA) au titre de décembre 2017 — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - 4 % de la population a développé des anticorps contre le SARS-CoV-2 entre mai et novembre 2020	4 % de la population a développé des anticorps contre le SARS-CoV-2 entre mai et novembre 2020 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Minima sociaux : des conditions de vie plus dégradées pour les bénéficiaires handicapés	Minima sociaux : des conditions de vie plus dégradées pour les bénéficiaires handicapés Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - En 2020, le nombre de séjours hospitaliers hors Covid-19 a diminué de 13 % par rapport à 2019	En 2020, le nombre de séjours hospitaliers hors Covid-19 a diminué de 13 % par rapport à 2019 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation		

	et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Les trois quarts des personnes les plus éloignées des professionnels de premier recours vivent dans des territoires ruraux	Les trois quarts des personnes les plus éloignées des professionnels de premier recours vivent dans des territoires ruraux Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la DREES - Aider son parent âgé en ayant des enfants à charge - Quelle est la situation de cette « génération pivot » ?	Aider son parent âgé en ayant des enfants à charge - Quelle est la situation de cette « génération pivot » ? Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Les demandes de soins liés à la santé mentale restent plus fréquentes au printemps 2021	Les demandes de soins liés à la santé mentale restent plus fréquentes au printemps 2021 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Une dégradation de la santé mentale chez les jeunes en 2020	Une dégradation de la santé mentale chez les jeunes en 2020 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Allocation personnalisée d'autonomie à domicile : la moitié des plans incluent des aides techniques	Allocation personnalisée d'autonomie à domicile : la moitié des plans incluent des aides techniques Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - Allocation personnalisée d'autonomie : la part de l'espérance de vie passée en tant que bénéficiaire diminue depuis 2010	Allocation personnalisée d'autonomie : la part de l'espérance de vie passée en tant que bénéficiaire diminue depuis 2010 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Études et Résultats - L'exposition à de nombreuses contraintes liées aux conditions de travail demeure, en 2019, nettement plus marquée dans le secteur hospitalier qu'ailleurs	L'exposition à de nombreuses contraintes liées aux conditions de travail demeure, en 2019, nettement plus marquée dans le secteur hospitalier qu'ailleurs Direction de la		

	recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Dossiers de la Drees - La vaccination contre la Covid-19 en Ehpad	L'exposition à de nombreuses contraintes liées aux conditions de travail demeure, en 2019, nettement plus marquée dans le secteur hospitalier qu'ailleurs Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		

0. Éléments de contexte en 2021

1. Travaux en 2021

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

La rénovation du système de gestion de la présence étrangère en France (Administration Numérique des Etrangers en France -ANEF-) engendre une modification en profondeur des systèmes d'informations administratives afférents, qui devrait s'étaler jusqu'en 2022-2023. Le DSED pilote ces travaux qui sont menés en collaboration étroite avec les directions métiers de la DGEF, les informaticiens du ministère ainsi que plusieurs prestataires intervenant sur diverses parties de l'ANEF.

- En 2021, le DSED a abouti sur une partie du projet « Analytics » :
 - les statistiques sur les demandes d'asile sont maintenant produites par le nouvel outil
 - Les statistiques relatives aux titres de séjour, à partir des fichiers complet (AGDREF), sont en phase de l'être. Les travaux ont mis en lumière un besoin d'harmonisation des procédures existantes qui s'est révélé plus chronophage que prévu
 - Les domaines de l'acquisition de la nationalité et des éloignements sont pas encore couverts par l'outil ANEF, ou alors très partiellement (dépôts de dossier d'acquisition), les statistiques ne peuvent pas en être extraits.

Le DSED a consacré des moyens importants à la modification de ses chaînes de traitement des données administratives dans ces différents domaines. Les données obtenues seront maintenant mieux maîtrisées, harmonisées et plus fiables. Côté statistiques, les indicateurs gagnent ainsi en robustesse et en régularité.

Le pilotage de l'activité est amélioré, notamment grâce à de nouveaux outils d'interrogation conçus pour répondre aux besoins des métiers et des préfectures. Certains de ces outils, actuellement disponibles en centrale pour les directions métiers, ont été déployés en préfecture en 2021, les autres le seront courant 2022.

La modification du règlement d'Eurostat portant sur les statistiques de l'immigration augmente le nombre, la finesse de désagrégation et la fréquence des indicateurs à transmettre, notamment sur l'asile, mais aussi sur le séjour. Le nouveau système d'information a été utilisé à travers Analytics en 2021 pour le domaine Asile, il le sera dès 2022 pour les titres de séjour.

En attendant, les chaînes de traitement actuelles ont été adaptées en 2021. Deux dérogations ont été demandées et obtenues sur des sujets pour lesquels les enquêtes actuelles ne permettent pas de répondre.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Les nomenclatures métiers « Visas » ont bénéficié d'un toilettage de la part du SSM pour assurer une continuité des statistiques produites entre l'ancienne application « RMV Visas » et la future application « France Visas »,

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

L'année 2021 a été l'occasion de la sortie d'une nouvelle publication annuelle, Les « chiffres clés de l'immigration 2019 » reprenant en 28 fiches les principaux tableaux élaborés à l'occasion de la rédaction du rapport annuel au parlement. L'ouvrage est mis à disposition du public sur le site Internet du DSED. L'opus « Chiffres clés 2020 » devrait être publié d'ici la fin de l'année,

La refonte du site internet du Ministère de l'Intérieur n'a pas encore commencé pour la partie qui intéresse les SSM (Immigration-Intégration et Sécurité Intérieure).

La charte graphique des publications du DSED a été revue et harmonisée (« Infos Migrations » et « Essentiels de l'immigration », en tenant compte de la nouvelle charte graphique de l'Etat.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2021

Néant

3. Principales publications de l'année 2021

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Les chiffres clés de l'immigration 2019	https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Etudes-et-statistiques/Chiffres-cles-sejour-visas-eloignements-asile-acces-a-la-nationalite/Nouveaute-Les-chiffres-cles-de-l-immigration-2019-en-28-fiches	AVG 8	
La mobilité résidentielle des primo-arrivants	https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/129701/1033371/file/IM_104_ELIPA2_Mobilite_residentielle_primo_arrivants_2019_2020.pdf	AVG 2	TRT 7, DQS 9
Limiter la non-réponse dans l'enquête ELIPA 2	https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/129541/1032381/file/IM_103_ELIPA2_Attrition.pdf	AVG 8	
Les signataires du contrat d'intégration républicaine (CIR) (Résultats de l'enquête ELIPA 2)	https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/129532/1032314/file/IM_102_ELIPA2_CIR.pdf		
Intégration des immigrés sur le marché du travail	https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/127942/1021725/version/1/file/IM_101_Integration_immigres_marche_travail-v2.pdf	AVG 2	EQRT 2, EQRT 7
<i>+ 2 à venir, probablement en décembre,</i> Le parcours administratif des nouveaux arrivants (ELIPA 2) L'évolution de l'activité professionnelle des primo-arrivants (ELIPA 2)			SERPU 2 EQRT 2

0. Éléments de contexte en 2021

Spécial crise sanitaire : Merci de citer également : les éventuelles opérations qui étaient programmées en 2021 et n'ont pu être réalisées du fait des conséquences de la crise, en précisant celles qui seront reprogrammées ; les opérations qui ont été créées de manière exceptionnelle ou pérenne du fait de la crise.

Plusieurs éléments de contexte sont à signaler du côté de l'Ined pour l'année 2021 :

- l'Ined a publié ses orientations stratégiques pour la période 2021-2025. Ce document développe sa stratégie au service d'un projet scientifique structuré selon 5 axes principaux. Le premier axe est dédié aux crises et à leurs interactions avec les phénomènes démographiques, notamment sur la question des relations entre population et environnement. Le deuxième axe est consacré aux enjeux liés aux modalités de l'observation et aux méthodes d'analyse : outre la place centrale occupée par les enquêtes, et l'usage accru de nouvelles données, il met en avant deux approches très importantes à l'Ined : la critique des données et des catégories d'analyse d'une part et le travail historique d'autre part. Les trois axes suivants portent sur des grands ensembles thématiques qui renouvellent des thèmes classiques de la démographie : l'étude des parcours de vie et des « événements » qui les jalonnent, la transition sanitaire et les inégalités pour en bénéficier, et les mobilités résidentielles et géographiques. Enfin, l'institut souhaite continuer à développer une stratégie en faveur de la Science Ouverte, ainsi que le lien « Sciences et sociétés » ;

- l'Ined, en partenariat avec l'Insee, PROGEDO, l'Université Paris Dauphine et les universités de Bordeaux et Strasbourg, a proposé un projet d'Equipex+ d'Observatoire des parcours de vie « LifeObs » qui a été retenu lors des appels à projets PIA3. Ce projet comporte quatre départements : un département « collecte », qui concerne huit enquêtes portant sur les différentes étapes du parcours de vie (cohorte d'enfants Eurocohort, enquête Envie sur l'entrée dans la vie affective et sexuelle des jeunes, enquête GGS sur les relations interfamiliales et intergénérationnelles, enquête Famille-Employeur sur les liens entre vie familiale et vie professionnelle, enquête Famille de l'Insee sur la diversité des situations familiales, enquête sur la fécondité et enquête SHARE sur le vieillissement de l'Université Paris-Dauphine) ; un département « innovation » qui encourage à mettre en commun des réflexions sur le multimode, les outils de conception de questionnaire et l'utilisation de données administratives ; un département « diffusion » qui vise à mettre à disposition les données des enquêtes du projet et des enquêtes historiques, auprès des chercheurs français et internationaux ; et le département « formation » qui propose des supports de formation aux plateformes universitaires de données (PUD) à partir des données d'enquêtes sur les trajectoires de vie.

1. Travaux en 2021

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

a) ELFE : étude longitudinale française depuis l'enfance

La cohorte ELFE a débuté en 2011 avec l'inclusion de 18 300 enfants nés dans un échantillon de maternités métropolitaines (dont 289 paires de jumeaux). Une mère sur deux a consenti au suivi de son enfant (et de son éventuel jumeau). Ce suivi s'est poursuivi au rythme d'un entretien annuel jusqu'aux 3 ans et demi de l'enfant. Les interrogations ont été plus espacées ensuite : la dernière enquête par téléphone a eu lieu en 2017 à l'âge de 5 ans et demi des enfants ; des tests sur les premiers apprentissages scolaires ont également été réalisés dans les écoles scolarisant un enfant ELFE, en maternelle (2016) et en cours préparatoire (2018). En 2019, une enquête intitulée « Manger, bouger, grandir » a été menée par Internet auprès de l'un des parents au moment où les enfants de la cohorte atteignaient 7 ans et demi. En 2020, trois enquêtes ont eu lieu : une enquête pilote auprès des enfants sur leurs activités physiques et sportives à l'école et sur le temps libre, leurs relations avec chacun des membres de leur fratrie et leurs activités sur écrans ; une nouvelle enquête dans les écoles, en CM1, comportant des exercices en mathématiques et en français, des questions sur le bien-être à l'école et un questionnaire à renseigner par l'enseignant, notamment sur les adaptations

pédagogiques à la rentrée scolaire suite au confinement ; la réalisation d'une enquête en deux vagues pendant le premier confinement dans le cadre du projet SAPRIS (« Santé, perception, pratiques, relations et inégalités sociales en population générale pendant la crise COVID-19 »).

L'enquête aux 10 ans et demi des enfants débute à l'hiver 2021. Elle intègre également les enfants de la cohorte EPIPAGE2, consacrée au suivi des enfants nés grands prématurés.

Cette enquête et les suivantes bénéficient pour la période 2020-2024 d'un financement additionnel « Investissements d'avenir », attribué à la Plateforme RE-CO-NAI (Recherche sur les Cohortes d'enfants suivis depuis la NAIssance) pour les cohortes ELFE et EPIPAGE2 pour un montant de 2,7 millions d'euros. Elle bénéficie également de soutiens des partenaires (<https://www.elfe-france.fr/fr/le-etude/nos-partenaires/>).

Le stockage des données et leur mise à disposition sur une plateforme d'accès satisfait à de strictes garanties d'anonymat des familles, et leur intégration à la plateforme France Cohortes est en cours.

b) Enquête Trajectoires et origines 2 (TeO2)

Dix ans après l'enquête TeO menée en 2008-2009, un des enjeux essentiels du projet TeO2 est de renouveler les savoirs et mettre à jour les données sur les processus d'intégration, de discrimination et de construction identitaire dans la société française, en conduisant et exploitant une nouvelle enquête de grande ampleur, pour mesurer des évolutions des inégalités dans la société française selon l'origine des personnes, en articulation avec la classe sociale, le genre, l'âge, la religion et le quartier. Menée en co-maîtrise d'ouvrage par l'Ined et l'Insee comme TeO, elle reprend des principes similaires pour la base de sondage et le mode d'échantillonnage.

L'enquête TeO2 est conduite auprès d'un échantillon de 26 000 individus, représentatifs de l'ensemble de la population vivant en France métropolitaine. L'échantillon est conçu pour surreprésenter les populations issues de pays étrangers et des DOM (première et deuxième génération). Cinq groupes distincts au total vont être interrogés : 9 000 immigrés environ (personnes nées étrangères à l'étranger), 9 000 descendants directs d'immigrés environ (personnes nées en France ayant un ou deux parents immigrés), 800 personnes environ nées dans un département d'Outre-mer, 800 personnes environ nées en France métropolitaine dont au moins un parent est né dans un département d'Outre-mer, et 3 400 personnes environ n'appartenant à aucun des groupes précédents (population majoritaire). Ces cinq sous-échantillons portent tous sur des populations de 18 à 59 ans, ce qui correspond à une élévation de la limite haute de l'âge pour les descendants d'immigrés et de « Domiens » par rapport aux populations échantillonnées en 2008-2009. En outre, et c'est une nouveauté par rapport à TeO, un sous-échantillon de descendants de Français nés à l'étranger, essentiellement des rapatriés d'Algérie, est enquêté en complément des autres groupes d'intérêt (3000 individus).

La première vague de l'enquête consacrée aux immigrés a été collectée par l'Insee avec succès entre juillet et décembre 2019. La seconde vague consacrée aux descendants d'immigrés a démarré en janvier 2020 et a été prolongée jusqu'à fin novembre 2020 du fait de l'interruption de la collecte par l'épidémie de Covid-19 au printemps 2020. De mars à août 2020, l'Ined a mené à bien avec succès l'enquête auprès des immigrés non francophones de la première vague qui n'ont pas pu être enquêtés par l'Insee du fait de la barrière de la langue (l'Ined a eu recours pour cela à des enquêteurs-traducteurs en 8 langues).

En 2021 ont eu lieu les premiers travaux du groupe d'exploitation de l'enquête ainsi que l'appel à projet pour des post-enquêtes qualitatives. L'équipe travaille aussi à la constitution d'une base contextuelle et à la documentation de l'enquête en vue de sa mise à disposition.

Cette enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable du CNIS en novembre 2017 et le label de qualité statistique ainsi que le caractère obligatoire en novembre 2018.

c) Enquête Migrations, Famille et Vieillesse dans les départements d'Outre-mer (MFV2)

L'enquête « Migrations, Famille et Vieillesse » (MFV1) réalisée en 2009-2010 a été la première enquête ménage de grande ampleur spécifiquement conçue pour les Départements/régions d'Outre-mer (DROM), avec pour objet l'analyse et la mesure des mutations sociodémographiques à l'œuvre dans chacune de ces collectivités : importance et caractéristiques des migrations, évolution des structures familiales, changements dans les comportements de fécondité, place et perspectives d'avenir de la jeunesse, importance de la précarité sociale, évolution des formes traditionnelles de solidarités en lien avec le vieillissement des populations.

Mise en œuvre pour la première fois en 2009-2010 puis à Mayotte en 2015-2016, cette enquête est reconduite en 2020-2021, avec pour ambition l'évaluation la plus exhaustive possible des changements intervenus à 10 ans d'intervalle. Cette ré-investigation répond à une triple exigence : mettre en lumière l'importance des nouveaux défis qui s'attachent aux évolutions observées, évaluer leurs incidences en termes politiques publiques et, enfin, mesurer leurs effets sur la vie économique et sociale, en dégageant les spécificités de chacun des territoires étudiés.

Elle bénéficie d'une maîtrise d'œuvre assurée par l'Insee comme pour sa première édition et couvre les quatre DOM historiques : Guyane, Guadeloupe, Martinique et La Réunion. Sa collecte a démarré en janvier 2020 et a été interrompue par l'épidémie de Covid-19. La collecte a repris mi-juillet en Guadeloupe, Martinique et La Réunion mais un second confinement a interrompu à nouveau la collecte en Martinique en octobre/novembre (la possibilité de faire la passation par téléphone a été donnée aux enquêteurs). Le décalage de la fin de collecte mais aussi le déplacement des certaines autres enquêtes devraient rendre possibles les objectifs attendus. La collecte s'est terminée à l'été 2021 pour La Réunion, Martinique et Guadeloupe mais se poursuivra début 2022 pour la Guyane.

Cette enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable du CNIS en novembre 2018 et le label de qualité statistique ainsi que le caractère obligatoire en septembre 2019.

d) Enquêtes en préparation à l'Ined qui pourraient nécessiter un tirage d'échantillon dans Fidéli

En 2021, l'Ined a continué la préparation de plusieurs enquêtes qui pourraient nécessiter le tirage d'échantillons dans Fidéli, et qui pourraient de ce fait être présentées dans les années à venir au CNIS pour avis d'opportunité puis au comité du label.

Actuellement, trois enquêtes en préparation sont inscrites à l'ordre du jour de la séance du 2 décembre 2021 du CNIS :

- l'enquête « Envie » sur la vie affective des jeunes adultes, pour laquelle un test de protocole et de questionnaire sera lancé au premier trimestre 2021, pour une enquête réelle en 2022. Cette enquête ne sera pas tirée dans Fidéli, mais sera basée sur une génération aléatoire de numéros de téléphone dont une partie sera exclue des appels avant le début de la collecte par rapprochement avec Fidéli. Une convention avec l'Insee et la DGFIP sera établie dans ce but ;
- la participation française au deuxième cycle de l'enquête internationale GGS – Gender and Generation Survey sera réalisée en 2023. Une enquête pilote est en cours, sur la base d'un échantillon tiré dans le fichier Fidéli qui a été demandé à la division Sondages de l'Insee (avis favorable du comité du secret statistique obtenu le 9 juillet 2020) ;
- la nouvelle édition d'une enquête sur la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle (faisant suite à l'enquête Famille-Employeur de 2004), qui sera réalisée en 2023, et dont la conception se fait en concertation avec l'équipe du projet GGS car elle porte sur des sujets proches ;

Une quatrième enquête en préparation pourrait être dans ce cas :

- la nouvelle enquête sur la fécondité dont le protocole et le questionnaire sont en cours d'élaboration, avec le souhait de sur-échantillonner les femmes ayant connu une IVG à l'aide des données du SNDS si possible.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

L'Ined poursuit en collaboration avec l'Insee son projet financé par l'Agence nationale de la recherche « Big statistical data and mobile society ». Ce projet utilise les données du recensement, de l'EDP++ et des données administratives.

L'Ined a été également sélectionné par l'Agence nationale de la recherche pour son projet « Des big data de santé pour découvrir les traitements occultés de l'infécondité » (StimHo) en collaboration avec l'Inserm - Univ Paris-Sud - UVSQ. Ce projet utilise les données du système national de santé (SNDS)

à travers deux sources : l'EGB (Echantillon généraliste des bénéficiaires) et le DCIR (Données individuelles des bénéficiaires).

Par ailleurs, d'autres projets de recherche menés à partir des données du SNDS ont démarré (sur la PréP, la transidentité, la contraception par stérilet et implant, les IVG, l'analyse des causes de décès, la consommation de soins pendant la pandémie de Covid-19, les maladies chroniques pendant la pandémie, etc.). Des exploitations de l'EDP sont en cours pour approfondir l'analyse de la mortalité des immigrés et des enfants d'immigrés. Les travaux d'exploitation du SNDS visent aussi à apporter des connaissances sur l'impact différencié de la crise du Covid en termes de mortalité et de recours aux soins.

Des travaux sur les données satellitaires ont commencé en 2021. Ils concernent deux directions de recherche :

0 En collaboration avec l'entreprise Diginove et Aix-Marseille Université, affinement des modèles d'estimations de population à partir de données satellitaires Sentinel 2 et d'enquêtes préalables pour les régions du monde ne disposant pas de données administratives exhaustives ou d'un recensement récent (application à la région d'Abuja, Nigeria).

1 En collaboration avec le Lipade (Université de Paris) et le DIIP, création de nouveaux indicateurs environnementaux pour les métropoles africaines, au niveau des zones d'intérêt pour l'analyse des données démographiques existantes (application à Ouagadougou, Burkina Faso).

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

L'analyse des données de contact du fichier Fidéli de production, menée par l'Ined depuis 2020 dans le cadre d'une convention avec l'Insee, se complète d'une analyse des paradonnées de la collecte de la première phase d'enquête Epicov, sur la base d'une convention avec la Drees, pour contribuer à une session spéciale sur le sujet aux prochaines Journées de méthodologie de l'Insee. D'autres équipes de l'Ined mobilisent ces données à des fins de recherche.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

RAS

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

L'équipe du DataLab poursuit ses travaux pour la mise en place d'un nouveau catalogue des enquêtes de l'Ined avec l'outil NADA, en remplacement de l'outil actuel de catalogue (Nesstar). Les métadonnées de chaque enquête du catalogue ont été enrichies pour correspondre aux standards DDI nécessaires pour le moissonnage des enquêtes par d'autres catalogues internationaux. L'Ined contribue également aux travaux sur la refonte de l'application de commande Quetelet PROGEDO Diffusion.

Le service des éditions de l'Ined a diffusé ses collections d'ouvrage sur la plateforme « OpenEdition Books » (dont la collecte Grandes Enquêtes) : diffusion de l'intégralité des textes gratuitement en html (en parallèle des pdf et des ePubs payants). Les données compilées de la conjoncture démographique ont également été mises en ligne sur le site internet de l'Ined, à l'occasion des 50 ans de l'article de conjoncture démographique annuel de la revue Population.

<https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/bases-donnees/population-de-la-france-series-longues/>

2. Principales publications de l'année 2021

Les publications réalisées sont nombreuses et portent sur toutes les enquêtes de l'Ined réalisées ces dernières années. Leur planification est du ressort des chercheurs et elles ne peuvent être toutes détaillées ici. Elles sont accessibles sur l'archive ouverte de l'Ined, Archined, www.archined.ined.fr. Les Éditions de l'Ined publient également des résultats de ces enquêtes, dans la collection « Grandes Enquêtes ». La revue Population publie en décembre l'analyse de la situation démographique, avec un focus différent chaque année ; après les enfants fin 2020, ce focus portera fin 2021 sur les événements démographiques liés à la crise du covid-19 et aux confinements.

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 2)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Violences et rapports de genre (<i>enquête Virage</i>)	https://www.ined.fr/fr/publications/editions/grandes-enquetes/violences-et-rapports-de-genre/		
Un panel français (<i>enquête ELIPSS</i>)	https://www.ined.fr/fr/publications/editions/grandes-enquetes/un-panel-francais/		
Les enfants à l'épreuve du premier confinement (<i>enquête SAPRIS</i>)	https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/enfants-a-epreuve-du-premier-confinement/		Avis n°3 (Commission Démographie et Questions sociales)
Les femmes sur l'île de La Réunion fortement exposées aux violences pendant l'enfance et l'adolescence (<i>enquête Virage DOM</i>)	https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/femmes-sur-ile-de-la-reunion-fortement-exposees-aux-violences-pendant-enfance-et-adolescence/		Avis n°2 (Commission Territoires)
France 2020 : 68 000 décès supplémentaires imputables à l'épidémie de Covid-19	https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/france-2020-68000-deces-supplementaires-imputables-epidemie-covid-19/		

0. Éléments de contexte en 2021

En raison de l'épidémie de Covid, l'enquête annuelle du recensement de la population (EAR) de 2021 a été reportée à l'exception de celle de Mayotte et du recensement des bateliers. Cette décision a été prise par le Directeur Général de l'Insee après une large phase de concertation avec les acteurs (Cnerp, Association des maires de France, DGCL notamment).

En 2021, l'enquête n'a donc concerné que Mayotte et les bateliers.

- une **première enquête annuelle à Mayotte (TRT2)** : la réalisation de la première EAR à Mayotte en 2021 soulevait plusieurs défis qui ont tous été relevés malgré les perturbations des années 2020 et 2021 : former l'équipe Insee locale et les communes ; accompagner les communes pour cette « première fois » ; élaborer un échantillonnage adapté aux spécificités locales ; adapter le protocole de collecte aux caractéristiques de l'habitat ; adapter les contrôles qualité à ce territoire. L'enquête a démarré le 4 février 2021 mais a dû être interrompue durant 4 semaines dès le deuxième jour de collecte du fait de la mise en place d'un confinement. Elle s'est malgré tout déroulée dans de bonnes conditions avec un taux de réponse élevé.

- **le recensement des bateliers**. Cette opération qui est organisée uniquement les années se terminant en 1 et 6 et nécessite de mettre en place un dispositif particulier a eu lieu sans difficulté notable en 2021. Il s'agit d'une enquête par courrier ne nécessitant pas de contact physique.

Malgré le report de l'EAR 2021, des populations légales seront bien produites en fin d'année en adaptant légèrement les méthodes en vigueur et en recourant un peu plus aux données administratives. Les résultats statistiques seront également diffusés en juin 2022. Concernant Mayotte, il faudra attendre la fin du premier cycle de 5 ans pour pouvoir produire de premiers résultats du recensement (population légale et résultats statistiques).

Compte-tenu de l'absence d'enquête en 2021, de nombreux travaux méthodologiques ont pu être mis en place avec le concours des établissements régionaux :

- une campagne de labellisation en PCS2020 de bulletins du recensement pour entraîner le moteur expérimental construit par le SSP lab et le département des méthodes statistiques et reposant sur des méthodes de machine learning ;
- une campagne de test d'un nouveau moteur expérimental de codification de l'établissement employeur (reposant également sur du machine learning) ;
- une comparaison des données Majic et Ril dans certaines communes visant à mieux qualifier les écarts et instruite dans le cadre du programme Resil.

Des opérations de mise à niveau de la qualité du Ril ont également eu lieu dans toutes les régions en ciblant les zones présentant de forts écarts entre la taxe d'habitation et le Ril.

Plusieurs groupes de travail ont par ailleurs réfléchi à des améliorations du recensement pour gagner en efficacité par exemple pour améliorer les contrôles en cours de collecte et post collecte, pour réfléchir à la mise en place de contrôles par téléphone, pour intégrer davantage de vidéos dans les formations des acteurs du recensement, etc.

Dans la suite du séminaire CNIS d'octobre 2020, la réflexion s'est poursuivie en 2021 pour modifier le bulletin individuel du recensement afin qu'il permette une codification en PCS 2020 et prenne davantage en compte les demandes des utilisateurs. De nombreux échanges ont eu lieu avec les SSM

et des chercheurs et la commission Démographie et questions sociales du CNIS est prévue sur ce sujet le 2 décembre.

Au niveau européen, les négociations se sont poursuivies sur le futur **règlement ESOP** (European Statistics On Population) (**CNERP 5**) qui imposera de nouvelles transmissions de données aux Etats européens à un rythme annuel à compter de 2026.

Concernant le **Répertoire Electoral Unique**, les élections régionales et départementales de juin 2021 se sont déroulées sans difficulté et par la suite les développements ont été menés dans les délais pour que les procurations puissent être gérées par le Répertoire à compter du 1^{er} janvier 2022. Cela permettra aux citoyens à partir des élections présidentielles 2022 de pouvoir donner procuration à une personne ne résidant pas dans la même commune. Des actions de sécurisation du répertoire sont également en cours en vue des élections présidentielles.

Concernant le **RNIPP**, une réflexion a également eu lieu avec les utilisateurs pour modifier les bulletins d'état civil afin de prendre en compte les évolutions réglementaires (PMA pour toutes par exemple) mais aussi les demandes des utilisateurs. Les nouveaux bulletins entrèrent en vigueur avant le 1^{er} janvier 2023.

Des tests de charges ont eu lieu en 2021 afin de vérifier que le webservice utilisé par France Connect peut supporter de nouvelles montées de charge du service France Connect, le nombre d'utilisateurs étant sans cesse croissant. Ces tests de charge ont été concluants. Par ailleurs, l'instruction du réaligement du RNIPP avec le SNGI a bien avancé et une stratégie pour mener les travaux sera proposée début 2022. Ce travail est important car il n'y a pas eu de réaligement depuis plusieurs années.

Le département de la démographie a continué à accompagner le **suivi de la pandémie de Covid-19 (TRT 1)** en publiant régulièrement (fréquence ajustée selon l'évolution de la pandémie) des indicateurs et analyses sur les comparaisons de nombre de décès toutes causes confondues par rapport aux années précédentes.

Le projet **Code Statistique Non Signifiant (CSNS)** a bien avancé (**AVG 7**). Un premier service a été mis en place en octobre 2021 pour proposer le CSNS dans des bases comportant un NIR. Les travaux se poursuivent pour la mise au point d'un moteur statistique permettant de retrouver le NIR à partir de traits d'identité afin de pouvoir ensuite le convertir en CSNS. La réflexion plus globale sur la stratégie des identifiants au sein de la statistique publique a également progressé.

1. Travaux en 2021

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

- Première enquête annuelle de recensement à Mayotte avec un plan de sondage adapté (collecte exhaustive pour l'habitat précaire même dans les communes de plus de 10 000 habitants) (**TRT 2**).

- Enquête de recensement auprès des bateliers qui n'a lieu qu'une fois tous les 5 ans

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

- Les travaux de reconfiguration de Fideli en Relief se sont également poursuivis afin que Fideli puisse fonctionner en l'absence de fichiers de la TH (**CNERP 6**). Relief fournira au recensement de la

population les livrables nécessaires pour que les travaux se poursuivent. Les applications informatiques du recensement ont été adaptés et l'EAR 2023 fonctionnera sans les fichiers de la TH mais avec les livrables de Relief.

- Mise en place d'une première version du **service pour proposer un CSNS** à partir du NIR afin de faciliter les appariements entre bases (**AVG 7**)

- Travaux de comparaison entre Majic et RIL pour expertiser les écarts dans le cadre du programme Resil

- Les travaux de **géolocalisation et de carroyage du recensement** (**AVG 5 ; TRT 1 ; TRT 4**) se sont poursuivis en mobilisant de l'information auxiliaire issue de Fidéli, en vue de la réponse au règlement européen sur le Censur 2021.

- Les développements nécessaires à l'intégration des PACS dans la chaîne de traitement BRPP se sont poursuivis en 2021 mais ne sont pas achevés. En particulier, la mise en place du flux avec le Conseil Supérieur du Notariat pour récupérer les informations a fait l'objet de plusieurs tests techniques qui n'ont pas encore permis de stabiliser les échanges. Les travaux se poursuivront en 2022.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

La production et la diffusion d'indicateurs de mortalité a été accrue pendant la crise Covid-19.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Sans objet

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

- Production de **populations légales actualisées dans les quartiers prioritaires à l'automne 2021 et les circonscriptions législatives (TRT 1) au T1 2022.**

- **Adaptation de la méthode de calcul des populations légales et des résultats statistiques pour faire face au report de l'enquête de recensement en 2021** : l'écart inter collecte passe à 6 ans pour les communes de moins de 10 000 habitants durant un cycle quinquennal.

- Groupe de travail interne à l'Insee visant à revoir l'arrêté de diffusion du recensement : en particulier, un nouvel arrêté sera produit qui s'appliquera à tous les recensements depuis 1999 ce qui simplifiera le sujet pour les utilisateurs et des règles seront définies pour la diffusion au carreau.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2021

Sans objet

3. Principales publications de l'année 2021

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
La voiture reste majoritaire pour les déplacements domicile travail même pour de courtes distance	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5013868	AVG2 - AVG5	TRT1-TRT7
50 ans d'évolution des résidences principales : des logements plus grands et moins peuplés	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5400123		DQS9 - TRT1
Nombre de décès quotidiens	https://www.insee.fr/fr/statistiques/4487854		TRT1
47,9 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales françaises en mai 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5395043		

0. Éléments de contexte en 2021

Crise sanitaire :

En 2021 a été mis en place un suivi mensuel des bulletins d'état civil des naissances, celles-ci ayant fortement baissé dès la mi-décembre 2020, neuf mois après le début du premier confinement du printemps 2020. Sur insee.fr ont donc été diffusés en fin de chaque mois un commentaire sur l'évolution des naissances en comparaison des années passées et des fichiers à télécharger, sur le modèle de ce qui avait été mis en place en mars 2020, pour le suivi des décès, et qui s'est poursuivi tout au long de l'année 2021. Afin de décrire les conséquences démographiques de la crise, des publications supplémentaires sur les décès ou les naissances ont été réalisées, le calendrier de réalisation d'autres a été avancé (cf. point 1,2)

Le modèle de microsimulation des transferts sociaux et fiscaux Ines a dû être enrichi afin que l'unité soit en mesure de refléter la situation exceptionnelle de l'année 2020 et de publier une estimation avancée – très attendue – du taux de pauvreté monétaire en 2020 et des inégalités de niveaux de vie (cf. point 1.3). Ces résultats ont été publiés en même temps qu'une autre étude de l'Insee (D2E) basée sur des données issues de La Banque Postale permettant de suivre, depuis 2019, les soldes bancaires et l'ensemble des transactions sur leurs comptes d'un échantillon de clients, et confortant les résultats issus de l'estimation avancée. Un billet de blog du directeur général de l'Insee a accompagné ces deux publications.

L'éclairage de l'édition 2021 de France Portrait Social a été consacré aux conséquences économiques, sanitaires et sociales de la crise, avec six articles portant sur les décès, les naissances, la santé des personnes et le système de soin, l'évolution du revenu national, du pouvoir d'achat et de la consommation des ménages en 2020, la situation des jeunes (cf. point 3).

1. Travaux en 2021

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

La préparation de l'enquête Famille, dont la collecte (Internet et papier) est prévue en 2025, a débuté à l'automne 2021. Un premier test papier du questionnaire est prévu à l'automne 2022.

La prochaine enquête Participation électorale sera réalisée sur la participation aux élections présidentielle et législatives de 2022 (consultation des listes d'émargement dans un échantillon de bureaux de vote). Sa préparation a démarré en 2021.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

En 2020, avait été mise en place une exploitation à un rythme hebdomadaire des remontées des données de décès de l'état civil, pour aider au suivi des évolutions des décès avec la pandémie. Cette exploitation s'est poursuivie tout au long de l'année 2021, de même que la fourniture de séries de décès hebdomadaires (facultatifs) à Eurostat.

En 2021, a été mise en place une exploitation à un rythme mensuel des remontées des données de naissances de l'état civil, pour un suivi de l'évolution des naissances aux niveaux national, régional et départemental et la mise à disposition de données sur insee.fr.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

L'Insee a publié de nouvelles projections démographiques à l'horizon 2070. De nombreuses diffusions sont associées : Insee Première présentant les principaux résultats ; document de travail présentant la méthode, les hypothèses et les réponses des experts consultés ; Insee Résultat donnant les résultats détaillés des 30 scénarios ; datavisualisation (pyramides des âges animées).

Un document de travail présente les apports de la refonte de la feuille de logement du recensement de la population, intervenue à compter de la collecte de 2018, à l'analyse des familles. Un Insee Focus dresse un panorama des familles, un Insee Première s'intéresse aux enfants de parents séparés qui vivent en résidence alternée.

Afin de refléter au mieux la situation exceptionnelle de l'année 2020, le modèle de microsimulation des transferts sociaux et fiscaux Ines (Insee-Drees-Cnaf) a été enrichi d'équations d'heures travaillées et de salaires, estimées à partir d'enquêtes et de données administratives, permettant de simuler des baisses d'activité et de salaire et leur indemnisation dans le cadre du dispositif de l'activité partielle, ainsi que des variations de revenus des travailleurs indépendants en 2020. Cette innovation a permis de publier à l'automne 2021 les estimations avancées (nowcasting) du taux de pauvreté monétaire et des indicateurs d'inégalités de revenus.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2021

Néant

3. Principales publications de l'année 2021

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
<p>Projections démographiques :</p> <p>« 68,1 millions d'habitants en 2070 : une population un peu plus nombreuse qu'en 2021, mais plus âgée », Insee Première n°188, novembre 2021.</p> <p>« Projections de population 2021-2070 pour la France : méthode et principales hypothèses », <i>Documents de travail</i> n° F2021-05.</p> <p>« Projections de population 2021-2070 pour la France », <i>Insee Résultats</i>.</p>	<p>https://www.insee.fr/fr/statistiques/5893969</p> <p>https://www.insee.fr/fr/statistiques/5893639</p> <p>https://www.insee.fr/fr/statistiques/5760764</p>		
<p>"Baisse des naissances neuf mois après le premier confinement : plus marquée pour les femmes les plus jeunes et les plus âgées », Insee Focus n° 251, septembre 2021</p>	<p>https://www.insee.fr/fr/statistiques/5427433</p>		
<p>« La fécondité en France a résisté à la crise économique de 2008, contrairement à la plupart de ses voisins », <i>Insee</i></p>	<p>https://www.insee.fr/fr/statistiques/5392468</p>		

Focus n° 240, juin 2021.			
« La descendance finale reste légèrement supérieure à 2 enfants par femme pour les femmes nées dans les années 1970 », Insee Focus n° 239, juin 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5391774		
« La fécondité baisse moins dans les grandes métropoles », Insee Première n° 1838, février 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5040245		
« 2020 : une hausse des décès inédite depuis 70 ans », Insee Première n° 1847, mars 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5347349		
« Combien y aurait-il eu de décès en France sans l'épidémie de Covid-19 ? », <i>Le blog de l'Insee</i> , juillet 2021.	https://blog.insee.fr/combien-y-aurait-il-eu-de-deces-en-france-sans-lepidemie-de-covid-19/		
« Décès en 2020 : hausse plus forte pour les personnes nées à l'étranger que pour celles nées en France, surtout en mars-avril », <i>Insee Focus</i> n° 231, avril 2021.	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5353976	AVG2	
« Se marier en été est une habitude récente : 150 ans de saisonnalité des mariages », <i>Insee Focus</i> , n° 225, février 2021.	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5018214		
« Les familles en 2020 : 25 % de familles monoparentales, 21 % de familles nombreuses », Insee Focus n° 249, septembre 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5422681	AVG2	DSQ3
« En 2020, 12 % des enfants dont les parents sont séparés vivent en résidence alternée », <i>Insee Focus</i> n° 1841, mars 2021.	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5422681		DSQ3
« La nouvelle feuille de logement et la refonte de l'analyse Ménages-Familles en 2018 : Quels apports pour l'étude des structures familiales ? »,	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5351799	AVG8	DSQ3

Documents de travail n° F2021-01, avril 2021			
« Échantillon démographique permanent : en 50 ans, l'EDP a bien grandi ! », Courrier des statistiques, n°6, juillet 2021	file:///C:/Users/QVGCME/AppData/Local/Temp/courstat-6-art-3.pdf	AVG8	
« Annonce du Brexit et crise de 2008 : peu d'impact sur l'immigration depuis le Royaume-Uni », Insee Première n° 1833, janvier 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5012346		
« En 2017, 44 % de la hausse de la population provient des immigrés », Insee Première n° 1849, avril 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5351267		
« 50 ans d'immigration en 50 secondes chrono », <i>Le blog de l'Insee</i> , août 2021.	https://blog.insee.fr/50-ans-dimmigration-en-50-secondes-chrono/		
« En 2017, les ménages consacrent 11 % de leur revenu disponible à la voiture », Insee Première n° 1855 , avril 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5358250	AVG2	
« En 2017, 36 % des ménages ont acheté, vendu, loué ou échangé avec d'autres particuliers », <i>Insee Première</i> n° 1851, avril 2021.	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5353843	AVG3	
« Les incitations monétaires au travail sont plus élevées en 2019 qu'en 2014 », Insee Analyses n°66, juillet 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5411761		
« Estimation avancée du taux de pauvreté monétaire et des indicateurs d'inégalités - En 2020, les inégalités et le taux de pauvreté monétaire seraient stables », Insee Analyses n° 70, novembre 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5762455	AVG2	
France, portrait social 2021, décembre 2021 6 éclairages : la société	https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/5435421/FPS2021.pdf	AVG2	

<p>française après plus d'un an de crise sanitaire.</p> <p>« Décès en 2020 et début 2021 : pas tous égaux face à la pandémie de Covid » (UEDS)</p> <p>« Neuf mois après le premier confinement, une baisse plus marquée des naissances dans les territoires fortement touchés par l'épidémie » (Insee et chercheurs hors Insee)</p> <p>« En quatre vagues, l'épidémie de Covid-19 a causé 116 000 décès et lourdement affecté le système de soins » (Drees)</p> <p>« En 2020, malgré la crise sanitaire, le pouvoir d'achat des ménages résiste et leur épargne augmente » (Insee)</p> <p>« En 2020, après un fort recul lors du premier confinement, le nombre d'heures travaillées s'est plus ou moins redressé selon les professions » (Insee)</p> <p>« Moins à risque face à la Covid-19, les jeunes adultes subissent les contrecoups économiques et sociaux de l'épidémie » (Drees, SIES)</p> <p>Deux dossiers :</p> <p>« 24 % des ménages détiennent 68 % des logements possédés par des particuliers » (Insee)</p>	<p>https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/5432505/FPORSOC21-E1.pdf</p>		
--	--	--	--

<p>« D'Admission post-bac à Parcoursup : quels effets sur la répartition des néo-bacheliers dans les formations d'enseignement supérieur ? » (Insee et chercheurs hors Insee)</p>			
---	--	--	--

0. Éléments de contexte en 2021

Les travaux se sont déroulés dans un contexte tendu en raison de la crise sanitaire. Cela a engendré du retard sur certains travaux mais pas d'annulations d'enquêtes ou d'opérations statistiques majeures. Les changements sur le programme d'enquête de l'Insee ont même permis de monter deux opérations flash collectées en fin d'année : un test méthodologique sur l'enquête TIC et une enquête dans les centres d'aide alimentaire.

1. Travaux en 2021

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Une enquête auprès des personnes fréquentant les centres d'aide alimentaire a été montée, et été collectée en fin d'année dans les centres. Elle vise à connaître le profil des personnes fréquentant ces centres, et notamment ceux y étant arrivés du fait de la crise sanitaire.

Une expérimentation TIC ménage en face-à-face a été menée d'octobre à décembre 2021 ; elle a obtenu un avis d'opportunité et le label de qualité statistique du Comité du Label. L'objectif de cette expérimentation est de vérifier l'absence de biais de sélection dans l'enquête TIC [\[DQS 8\]](#)

La refonte de l'enquête annuelle SRCV (Statistiques sur les ressources et les conditions de vie) s'est achevée en 2021. Les données de l'enquête 2020, produites avec une chaîne statistique rénovée et écrite en R, ont en effet été livrées cette année à Eurostat.

La refonte de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux est en cours et doit s'achever à l'été 2022. Elle a pour objectifs d'adapter l'ERFS à l'enquête Emploi refondue et de réécrire la chaîne de production en R. Elle pourrait permettre dans un second temps un élargissement du champ de l'enquête aux DOM historiques [\[TRT 2\]](#).

Les travaux de passage au multimode de l'enquête Logement se poursuivent, avec une refonte importante du questionnaire pour l'adapter à la collecte Internet, sur la base du test Internet réalisé à l'automne 2020. [\[DQS 9\]](#) Par ailleurs, l'obligation de réponse a été sollicitée et obtenue pour le pilote Logement qui aura lieu en début 2022, et qui permettra de tester la collecte Internet et téléphone. Ces tests serviront de base pour construire le cadre des redressements statistiques nécessaires pour la collecte qui aura lieu en 2023-2024.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

Le dispositif de connaissance localisée des revenus Filosofi est en cours de refonte. Il sera désormais construit en aval de Fidéli pour assurer plus de cohérence entre les deux dispositifs.

L'Insee a par ailleurs signé une convention de partenariat avec le groupe SeLoger, et reçu un premier jeu de données pour expertise. L'objectif est d'améliorer la connaissance de l'évolution des loyers, y compris au niveau local [\[TRT 5\]](#).

Un prototype d'un fichier intitulé Fidélmmo a été constitué sur la base du millésime 2017 de Fidéli ; ce fichier contient les liens de propriété entre individus et logements, et permet d'apporter une information exhaustive sur les comportements de détention d'actifs immobiliers en France par les résidents sur le territoire national. [\[TRT 5\]](#) Le sujet de la mise en production et de la diffusion de ce fichier est en cours d'instruction.

Dans le contexte de crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, l'Insee et la Drees ont mis en place début 2021 un dispositif visant à fournir des éléments avancés sur l'évolution de la précarité :

1. des remontées de données quantitatives sur l'aide alimentaire, transmises par les principaux réseaux à un niveau départemental, pour permettre de mieux connaître l'évolution des bénéficiaires et des volumes distribués, ainsi que les disparités territoriales ;
2. une enquête barométrique sur l'activité des centres d'aide alimentaire. Lancée par la Drees et l'Insee en mai-juin 2021, cette enquête en ligne visait à recueillir les perceptions des responsables de sites de distribution d'aide alimentaire sur l'évolution des activités d'aide (alimentaire ou autres) et sur l'évolution des profils des publics aidés par rapport à une situation d'avant crise sanitaire.

Les premiers résultats ont été publiés en juillet 2021.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Sans objet

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Sans objet

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

L'édition 2021 de l'*Insee Références* « Revenus et patrimoine des ménages » a été l'occasion de plusieurs innovations méthodologiques [AVG 2, DQS 6] : estimation de la pauvreté monétaire sur l'ensemble de la population et pas seulement sur les ménages ordinaires de France métropolitaine, exploitation de la nouvelle dimension panel de l'enquête Histoire de vie et patrimoine, mesure de la grande pauvreté grâce à l'utilisation d'un large spectre de sources du SSP et analyse de l'impact de l'ensemble des transferts publics sur les inégalités de revenus grâce aux comptes nationaux distribués.

Un nouvel *Essentiel sur...* a été mis en ligne et porte sur le thème de la pauvreté. Il offre de façon claire un panorama sur la pauvreté, notamment monétaire, les principaux chiffres et sources sur le sujet.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2021

Sans objet

3. Principales publications de l'année 2021

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Édition 2021 de l' <i>Insee références</i> « Revenus et patrimoine des ménages »	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5371304	AVG 2	DQS 6
<i>Essentiel sur la pauvreté</i>	https://www.insee.fr/fr/statistiques/	AVG 8	

	5759045		
Dossier sur la multipropriété dans France Portrait Social	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5432517?sommaire=5435421	AVG 2	TRT 5
Une personne sur cinq est en situation de pauvreté monétaire ou de privation matérielle et sociale	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5417786	AVG 2	
Satisfaction générale dans la vie et satisfactions particulières. Structure, interprétation et comparabilité entre populations	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5368800	AVG 2	
Six habitants sur dix se sentent en insécurité Cadre de vie et sécurité à Mayotte	https://www.insee.fr/fr/statistiques/5762720		

0. Éléments de contexte en 2021

En métropole, la collecte des prix sur le terrain a été réalisée par les enquêteurs volontaires uniquement à partir du 8 février 2021, avant d'être suspendue dans les zones de confinement à partir du 19 mars et sur l'ensemble du territoire à partir du 2 avril. Cela a nécessité de mettre en œuvre des méthodes de relevé alternatives à l'observation terrain : téléphone, internet, recherches spécifiques dans les données de caisse de la grande distribution ainsi qu'un recours accru aux méthodes d'imputations de prix non observées. Les relevés de prix sur le terrain ont ensuite repris à partir du 31 mai.

Dans les DOM, la crise sanitaire a conduit à suspendre sur plusieurs mois successifs en février-mars à Mayotte puis au printemps et à l'été la collecte terrain et la publication de l'indice local, selon un calendrier dépendant des mesures de restriction des circulations prises par les autorités locales. Les relevés de prix sur le terrain ont à nouveau dû être suspendus en fin d'année aux Antilles en raison des blocages routiers et de l'insécurité.

Les enquêteurs personnes vulnérables ne peuvent quant à eux pas effectuer de relevés de prix sur le terrain, depuis le début de la crise sanitaire.

La crise sanitaire a ainsi demandé un fort investissement et engendré une charge de travail conséquente pour les équipes de production de l'IPC à la Direction Générale et dans les Sites Prix en Directions Régionales, notamment en raison d'un besoin d'adaptation régulière de la collecte à de fréquents changements de consignes en lien avec l'évolution de la crise sanitaire. Cela a permis la publication selon le calendrier attendu des Informations Rapides bi-mensuels tout au long de l'année. Dans les DOM, la diffusion de l'indice local n'a pas été possible certains mois, lorsque le nombre de relevés effectivement réalisés était trop faible.

La crise sanitaire a demandé également des investissements méthodologiques conséquents, sur le calcul des pondérations notamment, pour adapter le calcul de l'indice au nouveau contexte de crise sanitaire.

Des travaux tels que la préparation de l'enquête de comparaison spatiale des prix, les investissements méthodologiques sur le moissonnage (« webscraping ») et la conception de l'application Prisme, notamment, se sont poursuivis. Mais cela a conduit à reporter d'autres investissements méthodologiques, comme le test de l'enquête de contrôle des données de caisse.

1. Travaux en 2021

En 2021, outre la mobilisation soutenue de l'ensemble de la division et des sites prix pour limiter l'impact de la crise sanitaire sur la qualité de l'indice et les publications bi-mensuelles, l'accent a été mis sur la préparation de l'enquête comparaison spatiale des prix qui aura lieu en mars/avril 2022.

Une expérimentation de collecte du prix des chambres d'hôtel par moissonnage (« webscraping ») d'une grande plate-forme de réservation en ligne a été menée en 2021. Les travaux seront poursuivis en 2022.

L'intégration de Mayotte dans l'IPC est entrée en phase opérationnelle avec la réalisation des relevés dans l'application de collecte nationale et les travaux d'extension d'échantillon sur deux ans.

Le renouvellement des applications utilisées pour l'IPC s'est poursuivi dans le cadre du projet Prisme, avec le déploiement fin 2021 du module Prisme-gestion permettant la gestion par les Sites Prix des tournées prix des enquêteurs. Ainsi, l'application Prisme est désormais utilisée pour les relevés de prix, pour la gestion de la collecte dans les sites prix, et le sera prochainement pour les relevés de l'enquête de comparaison spatiale des prix. L'application de calcul de l'IPC, dernière phase des travaux, est en cours de développement.

Enfin, l'année 2021 a également été consacrée à la préparation de l'enquête de Comparaison spatiale des Prix qui se déroulera en mars et avril 2022. Les pré-enquêtes ont été réalisées et le projet soumis à l'avis du Cnis et du comité du Label. Outre les travaux portant sur la métropole, dont la Corse, et les cinq départements régions d'outre-mer, l'Insee apporte un appui méthodologique aux collectivités d'outre-mer qui l'ont souhaité. Un appui renforcé a été apporté à la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon avec la contribution d'un expert en mission sur les pondérations. L'Insee contribue également à la collecte et réalisera l'exploitation sur Saint-Martin.

3. Principales publications de l'année 2021

La division des Prix à la Consommation a diffusé les Informations Rapides bi-mensuelles accompagnant la sortie de l'indice tout au long de l'année. Il n'y a pas eu d'autres publications nationales en 2021.

L'indice des Prix à la consommation local a été également diffusé pour la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique, de même que l'indice de Mayotte. Il est à noter qu'à plusieurs reprises du fait de la suspension de la collecte de terrain en raison des conditions sanitaires, l'indice local n'a pu être diffusé faute de réunir les critères de qualité nécessaires.

0. Éléments de contexte en 2021

Contrairement au risque santé, les risques couverts dans le cadre de la Prévoyance (décès, incapacité, invalidité et dépendance), bien qu'ils représentent un risque majeur pour les personnes concernées, sont, à ce jour, peu pris en compte par les politiques publiques, en raison de leur faible prévalence. Les travaux du Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance Maladie (HCAAM) mettent en évidence le manque de documentation et de réflexion au sujet de la prévoyance. Des projets de réforme de la prise en charge de ces risques sont en cours d'élaboration. C'est dans ce contexte que l'Irdes travaille à la mise en œuvre de la quatrième édition de l'enquête Protection Sociale Complémentaire d'Entreprise (PSCE) qui, contrairement aux trois premières éditions, qui étaient essentiellement consacrées à la complémentaire santé, serait, elle, centrée sur la Prévoyance.

Depuis l'entrée de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) dans le GIP-Irdes en 2015, l'Irdes a élargi le champ de ces travaux à la question du handicap avec deux outils principaux que sont l'enquête Phedre (Prestation de compensation du handicap : exécution dans la durée et reste à charge) et le projet FISH (Faisabilité de l'Identification des Situations de Handicap).

L'enquête PHEDRE est une collaboration entre la Drees et l'Irdes, soutenue par la CNSA, qui vise à mesurer les écarts entre les plans notifiés par les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) et ce qui est réellement mis en place par les bénéficiaires, ainsi qu'à estimer les montants des restes à charge financiers des bénéficiaires de la Prestation de compensation du handicap (PCH). Elle porte sur les bénéficiaires de la PCH ayant eu une notification à la suite d'une demande faite en 2012. Le terrain de l'enquête auprès des bénéficiaires a été interrompue à deux reprises en raison de la crise sanitaire. Il a pu reprendre et être finalisé en 2021, en Martinique de mai à juillet et en métropole de septembre à décembre.

Le projet FISH a été mis en œuvre par l'Irdes, à la demande de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Il explore la possibilité de repérer les populations « en situation de handicap » au travers des données de l'Assurance maladie et, en particulier, les données de prestations de biens et services médicaux. L'objectif final de ce travail est de vérifier s'il est possible de produire un algorithme de repérage qui sera utile dans tous les cas où les données disponibles ne permettent pas d'identifier directement les personnes en situation de handicap mais où, néanmoins, des analyses intéressantes sur ces populations pourraient être produites par exemple dans des enquêtes de la statistique publique appariées avec les données de l'Assurance maladie ou des bases de données administratives telles que l'EDP-santé. Les travaux sur le projet FISH ont été suspendus en 2021, les ressources qui leurs étaient allouées ayant été affectées au projet de recherche Handicovid qui vise à étudier les conséquences des restrictions d'accès aux soins liés à la pandémie de Covid-19 sur les personnes en situation de handicap. Ce projet Handicovid nécessitant une réactivité forte a été priorisé, Les algorithmes du projet Fish, ont été réutilisés pour ces travaux, ce qui permettra de tester leur robustesse sur les populations spécifiques (blessés médullaires et sclérose en plaques).

L'Irdes a été maître d'œuvre du terrain de l'enquête santé européenne 2019 pilotée pour la France par la DREES. Cette enquête répond au règlement 2018/255 de la Commission européenne relatif à la fourniture des données de l'European Health Interview Survey (EHIS) à Eurostat.

1. Travaux en 2021

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

L'enquête Protection Sociale et Complémentaire d'Entreprise 2024 (PSCE 2024).

En 2021, le GIP-IRDES a commencé à instruire, en interne dans un premier temps, le chantier de la quatrième édition de l'enquête sur la Protection Sociale Complémentaire d'Entreprise. Le travail se poursuivra en 2022 en élargissant la réflexion aux partenaires potentiels (DREES, DSS, CNAM, fédérations d'assurance...) Une équipe projet été constituée pour mettre en œuvre cette enquête dont le terrain se déroulerait en 2024. Le projet sera soumis au CNIS à l'automne 2022.

Dans la dynamique des travaux du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM) sur la place de la complémentaire santé et de la prévoyance en France qui ont mis en évidence le manque de connaissances sur la prévoyance, il est prévu de centrer cette nouvelle édition de l'enquête PSCE sur la question de l'assurance prévoyance (rentes et capitaux au conjoint et aux enfants en cas de décès, couverture des risques incapacité et invalidité, des arrêts maladie) en maintenant un module allégé sur la complémentaire santé. Le projet vise à approfondir les connaissances et les recherches sur ces questions, avec trois objectifs :

Fournir des informations sur la couverture de la population en termes de prévoyance des salariés du secteur privé, des salariés du secteur public, les indépendants ;

Approfondir les connaissances sur la couverture complémentaire santé de ces travailleurs (notamment ceux de la Fonction Publique dans le contexte d'une réforme programmée sur la période 2024-2026) et sur la couverture complémentaire santé des personnes au chômage ;

Réaliser des travaux de recherche sur ces populations, en particulier les personnes en invalidité et les salariés en arrêt de travail de longue durée.

Dans cette perspective, l'enquête PSCE, qui jusqu'à maintenant a étudié la situation des seuls salariés du secteur privé, serait étendue à l'ensemble des travailleurs en incluant les salariés de la Fonction Publique, les particuliers employeurs, et les travailleurs indépendants.

L'année 2021 a permis de préciser le projet de recherche qui sera soumis aux potentiels partenaires de ce projet en 2022 et de solliciter les premiers contacts avec l'Insee pour construire le plan de sondage de l'enquête.

L'enquête « Prestation de compensation du Handicap : Exécution dans la Durée et REste à charge » (PHEDRE).

L'année 2021 a été consacrée à la reprise des terrains de l'enquête interrompus à deux reprises par la crise sanitaire en 2020.

Le terrain de l'enquête auprès des bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) de Martinique a été réalisé d'avril à juillet 2021 et celui de métropole de septembre à décembre. Malgré le retard pris et la mauvaise qualité des adresses, 6 500 ont pu être effectivement mises sur le terrain à comparer aux 9 000 attendues, le taux de réponse, plus important que prévu en Martinique (60%) et en métropole (55 % alors que le terrain n'est pas encore terminé) contre une estimation de 50 %, laisse espérer que l'objectif de 3800 questionnaires renseignés est envisageable.

Le recueil de données administratives auprès des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) afin d'obtenir les plans d'aides proposés et les caractéristiques individuelles des bénéficiaires de l'échantillon est programmé dans le cours du 1er semestre de l'année 2022.

Le projet « Faisabilité de l'Identification des Situations de Handicap » (FISH)

Le projet FISH a peu avancé en 2021. Les ressources qui lui étaient allouées ont été réaffectées au projet Handicovid qui vise à étudier les conséquences des restrictions d'accès aux soins liés à la pandémie de Covid-19 sur les personnes en situation de handicap. Les travaux sur l'estimation du nombre de personnes en fauteuil roulant sont en cours de finalisation et feront prochainement l'objet de premières publications.

L'enquête santé européenne 2019

En 2021, l'Irdes a travaillé sur la publication d'un Questionnaire d'Economie de la Santé sur les premiers résultats de l'enquête sur la complémentaire santé. Ce document sera publié par l'Irdes à la toute fin de l'année 2021 ou au début de l'année 2022. Il fera le point sur le niveau de couverture de la population à l'issue d'un cycle de réformes initié il y a plus de 20 ans et qui a visé à généraliser la complémentaire santé au sein de la population et décrira les caractéristiques de la population qui reste non-couverte.

L'Irdes a également contribué à la publication des premiers résultats de l'enquête santé européenne 2019 sur la santé de la population en métropole et dans les départements d'outre-mer, dossiers de la DREES n°78 publié en avril 2021.

**LEDa-LEGOS – LABORATOIRE D'ÉCONOMIE ET DE GESTION DES
ORGANISATIONS DE SANTÉ.
UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE**

0. Éléments de contexte en 2021

SHARE (Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe) est une enquête longitudinale sur la santé, le vieillissement et la retraite en Europe, portant sur les personnes de 50 ans et plus, conduite tous les 2 ans dans 27 pays Européens.

L'année 2021 a donné lieu à la reconduction d'une opération de collecte spécifique au contexte de pandémie (SHARE-Covid), au lancement de la 9^e vague de l'enquête « classique » et aux préparatifs d'une enquête satellite sur la mesure des fonctions cognitives (SHARE-HCAP)

Depuis son lancement en 2004, 8 vagues de l'enquête SHARE ont été conduites. La 9^e vague de l'enquête SHARE « classique » a débuté au mois de novembre 2021 ; le terrain devrait se prolonger jusqu'au mois d'avril 2022. L'année 2021 a ainsi été largement consacrée à la préparation du terrain principal ainsi qu'à une phase de test simplifiée au Printemps 2021.

Le deuxième grand chantier de l'année a consisté à reconduire l'enquête téléphonique *ad hoc* SHARE-Covid auprès du panel actif SHARE, au cours des mois de juin et juillet 2021. Enfin, de nombreux travaux préparatoires ont été effectués pour organiser le terrain d'une nouvelle enquête annexe, axée sur la mesure de la cognition et de la mémoire qui doit débuter en mars 2022 (SHARE-HCAP).

Depuis 2012, le laboratoire LEDa-LEGOS de l'université Paris-Dauphine accueille une équipe en charge de la production, de l'utilisation scientifique et de la valorisation du volet Français de l'enquête SHARE. Les missions de l'équipe SHARE-Dauphine sont élargies avec une demande croissante des financeurs de contribuer à la promotion et au rayonnement de l'enquête à travers des actions de présentation ou de valorisation scientifique de l'enquête au niveau national.

Les apports du projet SHARE peuvent être rattachés aux avis de moyen terme suivants du CNIS :

- **Avis général n°6 « Poursuivre les investissements dans les comparaisons internationales »** dans la mesure où l'enquête Européenne SHARE se prête par nature aux comparaisons internationales.
- **Avis thématiques principaux :**
 1. **Avis n° 2** de la Commission Démographie et questions Sociales (« Suivre le vieillissement de la population ») ;
 2. **Avis n° 3** de la Commission Emploi, qualification et revenus du travail (« Approfondir les liens entre parcours professionnel et santé ») ;
 3. **Avis n° 1** de la Commission Services publics et services aux publics (« Observer les parcours des personnes âgées »).
- **Avis thématiques secondaires :**
 1. **Avis n° 5** de la Commission Démographie et questions sociales (« Développer la mesure de la précarité résidentielle ») ;
 2. **Avis n° 2** de la Commission Services publics et services aux publics (« Mesurer le non-recours aux droits sociaux ») ;
 3. **Avis n° 3** de la Commission Services publics et services aux publics (« Veiller à la continuité du SI statistique sur les retraites »).

MEDES – MISSION ENQUÊTES, DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES - INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

0. Éléments de contexte en 2021

La MEDES est rattachée à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), service à compétence nationale placé auprès de la directrice de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA). Cette direction, placée sous l'autorité du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des sports (MENJS) depuis mai 2017, est rattachée à son secrétariat général depuis le 1^{er} janvier 2021.

Au sein de l'INJEP, la MEDES constitue le service statistique ministériel du ministère en charge de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Ses travaux s'articulent principalement autour de la vie associative, des pratiques sportives, de l'économie du sport, des formations, métiers et emplois liés aux sports et à l'animation, ainsi que des accueils collectifs de mineurs (centres de vacances et de loisirs), du service civique, du service national universel et de la mobilité internationale des jeunes,

Sur ces thématiques, la MEDES continue de produire régulièrement des statistiques attendues par l'ensemble des acteurs du secteur. Dans le même temps, la MEDES travaille à l'amélioration de ses outils de diffusion, en combinant tableaux en ligne, publications synthétiques de type « Chiffres-clés » et visualisation cartographique. Cette diffusion permet de mieux répondre aux besoins des différents utilisateurs, qu'ils soient à la recherche de données détaillées ou synthétisées. En 2021, l'INJEP a notamment mis en ligne l'observatoire territorial du sport et de la jeunesse (carto-stats.gouv.fr) dans une version ouverte au grand public.

La crise sanitaire, et plus particulièrement le confinement du printemps 2021 et la prolongation de protocoles sanitaires strictes, ont conduit au report de l'enquête auprès des organisateurs de colonies de vacances qu'il était prévu de réaliser à l'été 2021. Du fait des incertitudes levées très tardivement sur la tenue des séjours de l'été 2021 (les accueils collectifs de mineurs avec hébergement ont été suspendus jusqu'à fin mai 2021), mais aussi pour ne pas solliciter un secteur fortement impacté par la crise sanitaire, il a été décidé de reporter à l'été 2022 la collecte de cette enquête.

Du point de vue institutionnel, le départ du directeur de l'INJEP, chef du SSM, mi-avril 2021 a été suivi d'une vacance de poste de 5 mois et demi. Cela a pu retarder les arbitrages pour le lancement de certaines opérations, notamment la possible nouvelle édition d'enquête sur les activités des jeunes lycéens en dehors du temps scolaire, dans le prolongement de l'enquête sur les Activités des jeunes en dehors du collège (AJEC) réalisée avec le DEPP en 2019.

Par ailleurs, le rattachement au 1^{er} janvier 2021 de la DJEPVA et donc de l'INJEP et de la Direction des Sports au secrétariat général du ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse et des sports, ainsi que la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat (OTE), ont modifié le contexte institutionnel dans lequel s'inscrit l'action de la MEDES et de ses partenaires, notamment en région. En particulier, le transfert de secrétariat général s'est accompagné d'une migration informatique qui a perturbé transitoirement l'activité de la MEDES au printemps 2021 (renouvellement du matériel informatique, problématique d'accès à certaines données restées stockées sur les serveurs des ministères sociaux, etc.). Le rattachement au délégué à la protection des données du MENJS a également impliqué une reprise complète du registre RGPD pour se conformer à un nouveau format.

Jusqu'en 2020, la MEDES co-animait le réseau des correspondants statistiques des DRJSCS en collaboration avec le service d'animation régionale de la DREES. Dans le cadre de la nouvelle organisation territoriale de l'État et de la création des délégations régionales académiques à la

jeunesse, à l'engagement et au sport (DRAJES), la MEDES a été amenée à accompagner en 2021 les évolutions relatives à l'observation statistique territoriale dans les champs de la jeunesse, de la vie associative et des sports. La MEDES a notamment été amenée à constituer et animer un réseau des référents observations statistique en région, en coordination avec la DEPP. Dans ce cadre, en 2021 elle a piloté pour la DJEPVA un appel à projet pour soutenir les études d'observation en région dans les champs JES.

Autre élément de contexte, le prestataire de collecte de l'Enquête nationale sur la pratique physique et sportive a été victime d'une cyberattaque début 2021. L'INJEP a dû par conséquent organiser une campagne d'information (courriers électroniques puis papiers) auprès de toutes les personnes de l'échantillon.

1. Travaux en 2021

Enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives (ENPPS)

Cette enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable du Cnis le 28 novembre 2018 et le label d'intérêt général et de qualité statistique avec obligation de réponse délivré par le Comité du label le 20 novembre 2019.

Objectifs

Il s'agit de décrire précisément les pratiques physiques et sportives, qu'elles soient autonomes ou encadrées, et de faire apparaître, dans la mesure du possible, les pratiques émergentes, de mesurer précisément le nombre de licenciés et de caractériser le profil socioéconomique des pratiquants et non pratiquants.

Principaux partenaires

Direction des Sports, INSEE (pour l'échantillonnage).

Mode de collecte

La collecte de cette enquête a été effectuée en multimode séquentiel internet (CAWI) puis téléphone (CATI) puis papier.

Période de réalisation

La collecte a été réalisée au premier semestre 2020 (de fin janvier à fin août).

L'année 2021 a été ainsi consacrée aux travaux d'apurement et de redressements ainsi qu'aux premières analyses des réponses recueillies. Les démarches RGPD suite à la cyberattaque dont a été victime le prestataire de collecte de l'enquête fin janvier 2020 ainsi que des problèmes de qualité sur les données livrées ont retardé la finalisation des tables aval. Les premiers résultats ont été publiés en novembre 2021.

Adaptation à la crise sanitaire

Les deux mois de confinement du printemps 2020 ont conduit à un certain nombre d'ajustement de cette enquête dont la collecte avait démarré fin janvier, avant l'apparition des premiers effets de la crise sanitaire en France.

En premier lieu, le confinement a conduit à l'arrêt des plateaux téléphoniques menant la phase de relance CATI. En conséquence, la période de collecte de l'enquête a été rallongée de près de deux mois. Au final, une plus grande part des enquêtés ont répondu par internet. Par ailleurs, le protocole initial prévoyait un échantillon de contrôle répondant exclusivement par téléphone et destiné à la mesure des effets de mode de collecte. Cet échantillon de contrôle a dû être inclus dans l'échantillon principal (ouverture du CAWI pour cet échantillon).

En second lieu, le questionnaire a fait l'objet d'ajustement de manière à tenir compte de la période de confinement qui a eu un impact fort sur l'objet de l'enquête (à savoir les pratiques physiques et sportives). Une partie de l'échantillon ayant répondu avant le déclenchement de la crise sanitaire et l'objet de l'enquête étant principalement de fournir une vision structurelle (et non conjoncturelle) de l'état des pratiques sportives en France, le questionnaire a été modifié en cours de collecte de manière à exclure, autant que possible, les effets du confinement sur les réponses au questionnaire. L'adaptation du protocole à la crise sanitaire, avec notamment l'ajout d'un questionnaire papier, adapté par rapport aux versions CATI et CAWI, a conduit à une complexification des traitements aval et des opérations de redressements.

En parallèle, l'édition 2020 du Baromètre nationale des pratiques sportives dont la collecte a eu lieu en juin 2020 a permis de recueillir des informations sur la pratique sportive durant le confinement. Cette enquête plus légère qui vise à mesurer l'évolution des pratiques sportives (suivant une approche plus conjoncturelle) a ainsi pu être adaptée pour identifier précisément les pratiques hors et pendant la période du confinement du printemps 2020. Les premiers résultats de cette enquête ont fait l'objet d'une publication en mars 2021 sur les effets du confinement du printemps 2020 sur la pratique sportive, accompagné d'un rapport complet de présentation des résultats.

Enquête sur l'engagement associatif et les dons

Ce projet d'enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable le 16 juin 2020.

Objectifs

Partant du constat de l'absence de données permettant de comprendre l'articulation des différentes formes d'engagement associatif, l'INJEP avait inscrit dans le cadre de son programme de travail un projet d'enquête sur ce sujet, faisant suite à une recommandation du rapport du CNIS de 2010 sur la connaissance des associations.

Le premier objectif poursuivi est d'appréhender dans quelle mesure l'engagement associatif revêt ou non plusieurs formes, c'est-à-dire si les personnes membres d'association sont aussi celles qui sont bénévoles et qui versent des dons. L'objectif de cette enquête n'est donc pas de mesurer le volume global du bénévolat ou de la participation associative, d'autres enquêtes, dont certaines récentes, ayant traité de ce sujet.

En matière de dons, il n'existe pas de recueil exhaustif. Les sources fiscales se limitent aux dons déclarés et seules quelques grandes associations disposent d'informations sur l'ensemble des dons perçus qu'il s'agisse de biens donnés lors de collectes (banques alimentaires...), d'achats de produits (albums des Restos du cœur, sacs de Handicap international...) ou de dons monétaires. Le second objectif de l'enquête était donc de disposer d'une mesure des dons selon leur type.

Principaux partenaires

Un comité scientifique réunissant des représentants du monde associatif, des chercheurs experts du secteur associatif ainsi que des représentants de la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) a été réuni en juin 2020 – puis sollicité à plusieurs reprises – afin de discuter du protocole d'enquête et d'élaborer un projet de questionnaire.

Mode de collecte

La collecte de cette enquête a été réalisée en multimode internet et téléphone (dans les DROM).

Période de réalisation

Un test a été réalisé sur un échantillon limité (100 individus) en décembre 2020. La collecte s'est déroulée du 15 février au 17 mars 2021.

Adaptation à la crise sanitaire

Le questionnaire de cette enquête a fait l'objet d'adaptation de manière à identifier les effets de la crise sanitaire sur la participation des individus à la vie associative, que ce soit en matière de dons ou de bénévolat.

Participation à l'enquête « Autonomie » de la DREES

L'INJEP est partenaire de la DREES dans la cadre de la préparation de son enquête « Autonomie ». Il participe notamment à l'élaboration d'un module du questionnaire destiné à mesurer les pratiques physiques et sportives des personnes en situation de handicap.

Période de réalisation

Du fait de la crise sanitaire et de ses impacts sur le plan de charge des enquêteurs Insee, le test de l'enquête Autonomie-Ménages, initialement prévu en face-à-face en décembre 2020, s'est déroulé du 8 juin au 28 août 2021. La collecte de l'enquête ménage comportant des questions sur la pratique sportive était prévue d'octobre 2021 à juin 2022, en face-à-face. Elle a été reportée à 2022 et devrait se dérouler entre avril et décembre.

Ce projet répond à l'objectif de moyen terme « DQS 1. Assurer la continuité de l'information sur les personnes handicapées ».

Enquête auprès des organisateurs de séjour collectifs de mineurs.

La MEDES a étudié, en partenariat avec la DJEPVA, la faisabilité d'une enquête auprès des organisateurs de séjours collectifs de mineurs.

Objectifs

L'objectif de cette enquête sera d'obtenir une description fiable et précise de l'économie des séjours collectifs de vacances. En effet, il n'existe aucune source recensant de manière comparable les ressources et les charges des organisateurs (dépenses, emploi, masse salariale...), permettant de dresser un bilan de leur situation financière.

Principaux partenaires

Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA).

Période de réalisation

La conception de cette enquête devait débuter au premier semestre 2021, en vue d'une mise en œuvre à l'été 2021. Il a finalement été décidé de reporter la collecte en raison de la crise sanitaire

(incertitudes quant aux autorisations administratives pour la tenue des séjours à l'été 2021, les protocoles sanitaires interdisant les accueils collectifs de mineurs jusqu'à fin mai) et pour ne pas augmenter la charge d'enquête des organisateurs de colonies de vacances, secteur fortement impacté par la crise et composé à 60 % d'associations.

Les travaux de conception de l'enquête et l'élaboration du questionnaire n'ont donc débuté que fin 2021, en vue d'une mise en œuvre à l'été 2022.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

Exploitation de nouvelles sources administratives de la Direction des sports

Suite à l'avis favorable de la commission « démographie et question sociale » du Cnis du 6 juin 2019, l'INJEP a débuté en 2020 une première évaluation de la qualité de la base de données EAPS portant sur les établissements d'activités physiques et sportives (APS) ainsi que sur les éducateurs sportifs (y compris les éducateurs stagiaires en formation). Cette base de données administrative de la Direction des sports est employée dans le cadre des opérations de contrôles des établissements et du suivi des cartes professionnelles détenues par les éducateurs sportifs encadrant contre rémunération.

Le traitement n'a pas pu débuter en 2021, en raison de retards et difficultés administratives. Les futurs traitements prévus visent, d'une part, à fournir des informations de cadrage sur les éducateurs sportifs et les établissements d'APS à partir de l'exploitation directe de la base et éventuellement à servir de base d'échantillonnage pour des enquêtes auprès des éducateurs sportifs. La base EAPS pourrait être appariée avec les données extraites de la base des diplômés du sport et de l'animation s'agissant des éducateurs sportifs ainsi que la base SIREN s'agissant des établissements d'APS.

Depuis 2020, l'INJEP participe également à l'exploitation statistique du recensement des équipements sportifs, espaces et sites de pratiques (RES) qui a fait l'objet d'études ponctuelles par le passé. Cette participation a conduit à la diffusion régulière de données à finalités statistiques, notamment sur l'observatoire territorial du sport et de la jeunesse, carto-stats.injep.fr. Ces travaux répondent à l'objectif « TRT 9. Mesurer l'accès aux équipements et services ».

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Recensement annuel des licences et clubs sportifs

La MEDES réalise un recensement annuel des licences et clubs auprès des 116 fédérations sportives agréées, dans le cadre des conventions d'objectifs que l'État signe avec les fédérations. Chacune d'entre elles fournit deux fichiers détaillés relatifs aux licences délivrées et aux clubs qui lui sont affiliés.

Grace à une collaboration avec l'INSEE, ces données sont géo-localisées.

Les statistiques de l'année N, ventilées par fédérations, régions, départements, sexe et tranche d'âges, sont mises en ligne sur le site de l'INJEP en juillet N+1. Jusqu'en 2020, les données géo-localisées à la commune étaient diffusées en juillet N+2. Depuis 2021, elles sont diffusées en décembre N+1, soit la même année que la mise en ligne des données agrégées.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Production de tableaux de bord / chiffres clés

Depuis 2019, l'INJEP a opéré une refonte de ses publications « Chiffres-clés » et propose un nouveau mode de diffusion, combinant tableaux en ligne et publication synthétique au moyen d'infographies disponible sous format papier et sur son site internet. Cette diffusion permet de mieux répondre aux besoins des différents utilisateurs, qu'ils soient à la recherche de données détaillées ou d'une vision synthétique.

Les « Chiffres-clés de la jeunesse » ont été publiés en 2021 et les « Chiffres-clés du sport » ont été publiés fin 2020. Dans une démarche similaire aux autres productions de cette collection, la MEDES, en lien avec la Direction des sports, avait expertisé l'ensemble des sources de données existantes sur le sport. L'ensemble des données ont été regroupé dans un tableau de bord en ligne tandis que la publication au format « Chiffres-clés » rassemblait de manière illustrée et synthétique, les indicateurs les plus pertinents. Le tableau de bord en ligne a été mis à jour au 4^e trimestre 2021. La publication synthétique au format « Chiffres-clés » sera elle actualisée en 2022.

Ce nouvel outil de diffusion répond à l'objectif de moyen terme « AG 8. Renforcer la lisibilité de la production du service statistique public ».

Outil d'observation territorial du sport et de la jeunesse

L'INJEP a mis en ligne en juin 2021 l'observatoire territorial du sport et de la jeunesse, projet lancé à l'initiative de la Direction des sports. Cet outil d'observation territorial (carto-stats.injep.fr basé sur l'outil Géoclip) permet la diffusion d'indicateurs territorialisés sur le sport et la jeunesse. Il a depuis son lancement été enrichi de nouveaux indicateurs sur le champ jeunesse et sera mis à jour régulièrement. Un comité d'utilisateur sera lancé d'ici la fin 2021.

Ce produit peut s'inscrire dans le cadre des objectifs de moyen terme « **TRT 1**. Mettre à disposition des indicateurs locaux pour l'action publique dans les territoires » et « **AVG 5**. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales ».

0. Éléments de contexte en 2021

Dans la continuité des années précédentes, l'année 2021 a été marquée par des changements institutionnels au sein de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT). Après avoir, en 2018, été reconnu comme un groupement d'intérêt public (GIP) à durée indéterminée et, en 2020 intégré une nouvelle thématique (jeux d'argent de hasard) dans son périmètre d'observation, l'OFDT a conduit en 2021 une réflexion sur ses perspectives d'activité dans un horizon triennal (2022-2024). L'objectif de cet exercice de planification stratégique, qui repose sur une large consultation de ses instances de gouvernance, de ses partenaires institutionnels et des acteurs du champ des drogues et des addictions, visait à définir des priorités de travail répondant aux besoins de connaissance et aux enjeux d'observation émergents.

Comme tous les organismes publics, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) a été confronté, en 2021 comme en 2020, aux conséquences de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, qui l'a conduit à élargir le recours au télétravail et à reprogrammer des enquêtes dont en particulier ESCAPAD initialement prévu en mars 2021. Toutefois, un volet de l'enquête EnCLASS auprès des élèves de 3^e a pu être maintenu (voir infra).

Par arrêté du 23 novembre 2021, publié au JORF le 26 décembre 2021, l'OFDT qui a changé de nom est devenu désormais l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives.

1. Travaux en 2021

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

L'exercice 2021 de l'enquête EnCLASS (voir encadré ci-après) qui ne concernait que les élèves de 3^e visait à renseigner l'indicateur « qualité de vie perçue des élèves de 3^e » du programme 230 « Vie de l'élève » du projet annuel de performance du ministère de l'Éducation nationale.

Les données exploitées proviennent d'un échantillon représentatif (échantillon réalisé par la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Depp – du ministère de l'Éducation nationale) des classes de 3e en France métropolitaine et ont été collectées entre le 14 janvier et le 2 avril 2021 dans 51 collèges publics ou privés, soit 102 classes dont tous les élèves présents le jour de l'enquête ont été interrogés. Ces élèves ont été invités à remplir un questionnaire anonyme sur internet durant une heure de cours banalisée. La participation des établissements a été de 82 % (le terrain de l'enquête a été interrompu prématurément du fait de la fermeture des établissements scolaires décrétée par le gouvernement). Le taux de réponse dans les classes participantes a été de 90 % (part des répondants sur le nombre d'élèves inscrits dans la classe), ceci essentiellement du fait d'absences le jour de l'enquête. L'échantillon de 2021 comporte 1 972 élèves de 3e, âgés en moyenne de 14 ans et 9 mois.

Cette enquête a bénéficié d'un soutien financier de la part du ministère de l'Éducation nationale et de l'OFDT.

Les analyses ont fait l'objet d'une publication de l'OFDT en janvier 2022 (voir ci-dessous) et d'une note à l'intention du ministère de l'éducation nationale relative aux indicateurs « qualité de vie perçue des élèves de 3^e ».

En 2021, l'OFDT a réalisé également l'enquête EnCLASS en Guyane et à La Réunion, initialement prévue en 2020 et retardé du fait de la pandémie de Covid-19. Signalons que la Martinique n'a pu réaliser que partiellement l'enquête et que la Guadeloupe, en revanche n'a pas pu mener ni en 2020 ni 2021 l'enquête.

À La Réunion, le terrain a eu lieu du 2 au 18 décembre 2020 et du 16 au 28 février 2021, l'interruption étant due aux vacances d'été austral durant 5 semaines. Au total, 93 % des passations ont été réalisées dans les collèges et 92 % dans les lycées, soit 1263 questionnaires collectés en collège et 1180 en lycée.

En Guyane, le terrain a eu lieu du 4 janvier au 12 février 2021. Au total, 72 % des passations prévues ont été réalisées dans les collèges et 71 % dans les lycées, soit 1153 questionnaires collectés en collège et 1032 en lycée.

En Martinique, le terrain a eu lieu du 11 mars au 14 juin 2021. Il a été fortement perturbé par la pandémie et la fermeture des écoles. Au total, seulement 41 % des passations prévues ont pu être réalisées dans les collèges et 10 % dans les lycées, soit 489 questionnaires collectés en collège et 113 en lycée.

EnCLASS consiste en la réalisation tous les deux ans selon un cadre et un protocole unifié de deux grandes enquêtes internationales menée en milieu scolaire : *Health behaviour in School-aged children* (HBSC) et *European School Project on Alcohol and other Drugs* (ESPAD), sous l'égide respectivement de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de l'*European Monitoring Centre for Drugs and Drug addiction* (EMCDDA- Agence de l'Union européenne).

Les principaux objectifs de ces enquêtes, en France comme dans les autres pays, sont d'appréhender la perception qu'ont les élèves de 11 à 18 ans de leur santé et leur vécu au sens large ; d'en rechercher les déterminants ; de mettre en évidence des tendances évolutives ; d'effectuer des comparaisons avec les enquêtes de même nature au niveau national ou international, d'étudier les principaux comportements de santé dont les comportements à risque comme les usages de substances psychoactives (tabac, alcool, cannabis,...) et, enfin, de faciliter la mise en place d'actions de promotion de la santé en adéquation directe avec les constats épidémiologiques.

Le volet 3^e est réalisé tous les deux ans et sera désormais intégré pleinement au dispositif EnCLASS devenu bisannuel.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes
Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2021

Néant

3. Principales publications de l'année 2021

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Usages d'alcool, de tabac et de cannabis chez les élèves de 3e en 2021	https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/efxss2bc.pdf		
20 ans d'évolutions des usages de drogues en Europe à l'adolescence	https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/efxss2b2.pdf		

SDES– SERVICE DES DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES - MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

0. Éléments de contexte en 2021

En 2021, comme les années précédentes, le programme de travail du Service des données et études statistiques (SDES) a été fortement déterminé par les obligations de transmission de données et d'indicateurs en application des règlements européens et internationaux, et a comporté une grande part de productions récurrentes, dont le rythme est mensuel, trimestriel et/ou annuel.

Sur le plan international, au-delà des nombreux rapportages de données statistiques, l'année 2021 a été marquée par les grandes orientations européennes en faveur de l'environnement avec le Green Deal. Pour suivre ces orientations ainsi que pour évaluer les plans de relance post-COVID, Eurostat a proposé d'élargir la collecte des données nationales dans le domaine de l'environnement et de resserrer les délais de transmission de certaines données. Une évolution du règlement sur les comptes économiques de l'environnement a été mise en discussion, avec l'objectif de rendre obligatoire dans les années à venir le rapportage sur les comptes de la forêt, sur les subventions positives et sur certaines parties des comptes des écosystèmes.

Une nouvelle structuration des échanges autour des comptes et indicateurs économiques a été mise en place dans le cadre des quatre formations permanentes de la Commission de l'économie du développement durable (énergie-climat, environnement, transports, logement), créée par décret le 13 novembre 2020, formations qui succèdent aux trois commissions des comptes antérieures (environnement, transports, logement).

La rénovation énergétique a constitué un axe important d'investissement du service, dans le cadre de la mise en place de l'observatoire national de la rénovation énergétique (ONRE). Concernant les statistiques de consommation d'énergie, les investissements se sont poursuivis pour enrichir et consolider l'offre de statistiques, s'agissant notamment des énergies renouvelables, de la cogénération, de l'hydrogène, et de la mise à disposition de données locales d'énergie.

Dans le domaine de la construction et du logement, des investissements méthodologiques et des démarches de refonte ont été poursuivis ou engagés sur divers processus statistiques et enquêtes afin d'en améliorer la qualité, l'efficacité et la documentation.

Dans le domaine du transport, la rénovation du répertoire statistique sur les véhicules routiers a permis d'enrichir l'offre de statistiques, avec de nouveaux produits de diffusion sur le bilan de la circulation et sur les parcs de véhicules routiers, et une étude sur l'usage de la voiture dans les territoires. De nouveaux résultats ont été produits sur la mobilité à longue distance des ménages ; une étude sur le recours aux modes « actifs » de déplacement a été finalisée en fin d'année, à partir de l'enquête sur la mobilité des personnes.

Le SDES a contribué au suivi des objectifs de développement durable (ODD), à travers l'actualisation et la diffusion des indicateurs internationaux, nationaux et territoriaux des ODD. Une data-visualisation sur les indicateurs a été diffusée pour améliorer la communication autour de ces indicateurs et quantifier les progrès accomplis vers les ODD.

Le suivi des nombreuses politiques publiques visant à favoriser la transition écologique a induit d'importants besoins de diffusion d'informations de synthèse et de clés de lecture sur les grandes problématiques environnementales (changement climatique, érosion de la biodiversité, économie circulaire, santé/environnement, utilisation des pesticides, fiscalité environnementale, énergies renouvelables, rénovation énergétique ...) et renforcé la nécessité de consolider les systèmes d'observation et d'acquisition des connaissances en lien avec ces problématiques.

1. Travaux en 2021

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Energie :

Les résultats de l'**enquête sur les travaux de rénovation énergétique des maisons individuelles** (TREMI), collectée en 2020, ont fait l'objet d'une publication en mai 2021. Une enquête-pilote sur les travaux de rénovation énergétique des logements collectifs (TRECO) a été effectuée, afin de déterminer le protocole le plus adapté. Ses résultats doivent être analysés en vue de la réalisation d'une enquête en grandeur réelle, qui pourrait intervenir en 2023.

Logement – construction :

En raison des conditions sanitaires nationalement dégradées à compter de mars 2020, la collecte de l'enquête sur le logement 2020, débutée en face-à-face en octobre 2019 et initialement prévue jusque mi-juillet 2020, a été interrompue puis s'est prolongée en mode téléphonique jusqu'en avril 2021 pour les derniers répondants (soit un décalage de 9 mois par rapport au calendrier initial). Ainsi, les données d'enquête ont été collectées lors de trois années civiles distinctes (2019, 2020 et 2021) au lieu de deux et selon deux modes de collecte différents. Cet état de fait rend plus complexes les traitements post-collecte sur les 38 000 répondants (prise en compte du risque de biais pour cause de "bi-mode" de collecte ; harmonisation, par jointure, avec les sources fiscales, des revenus des ménages interrogés).

Un large comité d'exploitation réunissant les différents acteurs intéressés, institutionnels et associatifs, a été constitué et réuni fin janvier 2021 de manière à coordonner la valorisation et la publication des résultats. Il sera de nouveau réuni au début de l'année 2022.

La réflexion sur la refonte de l'enquête sur le Prix de Revient des Logements Neufs (PRLN), engagée en 2020, a été approfondie en 2021. Outre la substitution des données de l'enquête sur les prix des terrains et du bâti (EPTB) sur le champ des maisons individuelles et le développement de la collecte par internet, ce projet de modernisation a notamment pour objectif de simplifier le processus d'enquête et de consolider la qualité des données nécessaires au calcul par l'Insee de l'indice du coût de la construction (ICC).

Transports :

L'enquête permanente sur l'utilisation des **véhicules routiers de marchandises** (dite **TRM**), réalisée dans le cadre d'un règlement européen depuis 1978, a fait l'objet d'une rénovation méthodologique en 2019 conduisant à la définition d'un nouveau plan de sondage et à la révision de la méthode de redressement des résultats. Les premiers résultats de l'enquête selon ce nouveau protocole depuis le 1er janvier 2020 ont été diffusés au 1er semestre 2021, accompagnés d'éléments explicatifs sur les changements opérés et de séries rétropolées de données sur les années antérieures.

L'**enquête Chronotachygraphe**, qui permet de produire des statistiques sur la durée du travail des conducteurs routiers, a été présentée au comité du label au 2ème semestre 2021, et obtenu le label de qualité statistique pour 5 ans.

Suite à une réduction des moyens, l'**enquête sur le prix du fret ferroviaire** a été transférée à l'Insee et intégrée dans le dispositif d'observation des prix OPISE, qui couvrait déjà les prix du fret d'autres modes de transports.

Environnement :

En réponse notamment aux recommandations formulées par la commission Environnement et développement durable du CNIS du 20 octobre 2020, le SDES a initié en 2021 la troisième édition de l'**enquête sur le sentiment d'expositions aux risques des Français** afin qu'elle puisse se dérouler au début de l'année 2022 (avis d'opportunité, cahier des charges, choix du prestataire). L'objectif est de finaliser l'élaboration du questionnaire en concertation avec les parties prenantes pour fin janvier 2022. Il est prévu de valoriser les principaux résultats de cette enquête lors des Assises nationales des risques naturels prévus le 13 octobre 2022.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes

Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

Rénovation énergétique des logements

L'exploitation de nouvelles données administratives a permis d'améliorer la connaissance sur la **rénovation énergétique**. Un bilan des aides à la rénovation, reposant sur l'appariement de données relatives au crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE), aux certificats d'économie d'énergie (CEE) et à l'aide Habiter Mieux de l'Agence nationale de l'habitat, a été publié en mai 2021, conjointement aux résultats de l'enquête Tremi. Les données relatives à la nouvelle aide MaPrimeRénov' ont également donné lieu à de premières exploitations. Un tableau de suivi de la rénovation énergétique, actualisant régulièrement les données sur les aides à la rénovation, est en cours de constitution.

Un projet d'arrêté visant à accéder à des **données individuelles de consommation de gaz et d'électricité** fournies par Enedis et GRDF (en lien avec les objectifs **AVG4** et **AVG 7**) a été préparé et a donné lieu à des échanges avec les associations de consommateurs ainsi qu'au sein du CNIS et du Conseil supérieur de l'énergie (CSE), en vue d'estimer l'impact des rénovations sur la consommation réelle des logements. Concernant la rénovation des bâtiments tertiaires, une première expertise a été menée sur l'outil de suivi des fluides ministériels (OSFI).

Logement-construction :

Le processus statistique sur les **permis de construire** (Sit@del) a été expertisé dans les 3 pôles de production statistique sur le logement et la construction du SDES afin d'identifier les leviers d'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la chaîne de production, dans la perspective de sa rénovation à partir de 2022 (projet **Sit@del3**).

Parallèlement, une vaste opération de rattrapage d'anciens permis de construire de locaux non résidentiels dits « ni achevés ni abandonnés » a été menée entre août et novembre 2021 et sur une profondeur temporelle de 10 ans. Subventionnée par Eurostat (« Grant »), elle permettra l'harmonisation des méthodologies de production des statistiques conjoncturelles en date réelle, celles sur les locaux non résidentiels n'étant actuellement publiées qu'en date de prise en compte. Tous les travaux techniques correspondants ne déboucheront qu'à partir de la fin 2022.

Transports :

Après la diffusion, en 2020, de données nouvelles sur le parc de véhicules à partir du **répertoire statistique rénové sur les véhicules routiers**, une expérimentation, en collaboration avec le SSP Lab de l'Insee, a permis d'améliorer encore la méthodologie et d'affiner les premières estimations du parc de véhicules rou-lants et des kilométrages parcourus par chaque type de véhicules. A l'issue de ces travaux, qui devraient faire l'objet d'une publication sur la méthodologie en 2022, les données du répertoire seront valorisées au travers de nouveaux produits de diffusion.

Environnement

Dans la continuité des discussions du SDES avec l'INSEE et le SSP au sujet du **gaspillage alimentaire**, de nouvelles questions sont testées dans les enquêtes déchets des entreprises et pratiques culturelles et ont vocation à fournir des données permettant de répondre au rapportage sur le gaspillage alimentaire en juin 2022. (**EDD10**)

La méthodologie sur les **déchets municipaux** a été remise à plat et complétée pour pouvoir transmettre les nouvelles informations demandées par Eurostat.

Dans le cadre de la refonte des PCS, le périmètre de l'**économie verte** (éco-activités et activités périphériques) a été redéfini en 2020. Les résultats de l'enquête Emploi de 2021, utilisant pour la première fois la PCS 2020, seront l'occasion d'avoir de nouveaux résultats plus fins sur les métiers verts et verdissants.

Le SDES a exploité les données relatives à l'indice poisson rivières (IPR) et l'indice diatomée (IBD) en mobilisant la base de **données Naïades du système d'information sur l'eau** pour faire un bilan de l'évolution de ces indices sur les différents bassins hydrographiques. Une valorisation de cette étude est prévue pour 2022.

Dans le cadre du rapportage de **Sendaï (risques naturels et technologiques)**, de nouvelles sources de données ont été recherchées mais elles s'avèrent très éparpillées et difficiles à collecter. (EDD7)

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Energie :

Un suivi de l'**autoconsommation photovoltaïque**, phénomène en très fort développement, est désormais réalisé à un rythme trimestriel.

Les **bilans régionaux** de l'énergie ont été revus, afin d'en améliorer la cohérence avec le bilan national de l'énergie.

La nouvelle **formation énergie-climat de la Commission de l'économie du développement durable**, qui n'avait pas d'équivalent antérieur en termes de Commission des comptes, a été réunie pour la première fois en octobre 2021. Cette formation a pour vocation de valoriser la production statistique en matière d'énergie et de climat et de recueillir les besoins d'un panel d'utilisateurs importants (administrations compétentes, acteurs économiques du secteur, ONG, experts etc.), notamment en matière de données économiques.

Logement-construction :

En marge de la formation permanente sur le logement, la **notion d'hébergement**, en particulier la frontière avec le logement ordinaire, a été questionnée pour certaines catégories de population telles que les personnes âgées.

Les données issues de l'enquête mensuelle d'activité dans le BTP (EMBTP) sont la source de données exclusive pour le calcul de l'**indice de production dans la construction**. Les fédérations professionnelles, maîtrises d'œuvre de l'enquête, n'ayant pas été en mesure de produire les données idoines aux mois de mars, avril et mai 2020 (premier confinement), l'Insee a provisoirement utilisé les données sur les heures travaillées de la DSN pour pallier leur absence. Cette première expérience d'utilisation s'est avérée concluante. Les statistiques produites avec la DSN sont disponibles plus tôt que celles des fédérations et permettent de reproduire, a priori, fidèlement les concepts d'heures travaillées, chômées et intérimaires des ouvriers du secteur du BTP. Dans la perspective du renouvellement du label de l'EMBTP, l'Insee et le SDES ont co-réalisé au premier semestre 2021 une étude de comparaison plus approfondie afin d'examiner l'opportunité de substituer définitivement les résultats de la DSN à ceux de l'EMBTP dans la production mensuelle de l'IP construction.

Transports :

Après les premiers résultats de 2020 sur la mobilité locale issus de l'**enquête nationale sur la mobilité des personnes 2018-2019**, de nouveaux résultats ont été publiés sur la mobilité à longue distance en septembre 2021 ; des tableaux détaillés seront publiés d'ici la fin de l'année sur la page du site internet du SDES dédiée à la mobilité, et une base de données anonymisée de l'enquête mise à disposition du grand public.

A partir de cette enquête, une étude approfondie sur le recours aux **modes actifs de déplacement** (vélo, marche), le profil des utilisateurs et l'évolution de leurs comportements, a été menée et publiée en fin d'année. Les résultats de l'enquête viendront également alimenter, pour la partie française, les publications d'Eurostat sur les comportements de mobilité des ménages en Europe.

En termes d'analyses, une étude approfondie sur l'**usage de la voiture dans les différents territoires** (AVG 2), mobilisant le répertoire des véhicules routiers et le recensement de la population, a été publiée sous forme de dossier dans l'Insee Références « Les territoires », au 2ème trimestre 2021.

Environnement

Le travail méthodologique entrepris courant 2020 pour fiabiliser la méthode d'estimation de l'**empreinte carbone** s'est poursuivi dans le cadre d'un groupe de travail associant les principaux experts du domaine, constitué dans le prolongement du rapport du Haut Conseil pour le Climat sur l'empreinte carbone d'octobre 2020. Le travail a été notamment mené en lien avec l'INSEE qui a testé les différents MRIO pour regarder leur robustesse et leur cohérence. En attendant de pouvoir tester FIGARO, qui semble la meilleure option à moyen terme, le SDES a proposé une révision pour corriger

notamment une surestimation des émissions des activités extractives liée aux particularités des prix des produits issus de ces activités (**EDD5**).

Le travail sur l'utilisation des données RSVERO II pour l'allocation des émissions associées au transport routier a été engagé. Les données des **comptes d'émissions dans l'air** rapportées en 2022 devraient être produites avec la nouvelle méthodologie (**EDD5**).

Une nouvelle estimation de l'**emploi dans l'économie circulaire** a été effectuée afin notamment de mieux couvrir les différents piliers de ce domaine tel que défini par l'Agence de la transition écologique (Ademe). Une série chronologique a été constituée, remontant jusqu'à l'année 2008.

Une première estimation de l'**emploi dans la gestion durable de la forêt** (classe 11A de la classification européenne des activités de gestion durable des ressources naturelles) a été effectuée. Celle-ci devrait être incluse aux données transmises en décembre 2021 à Eurostat dans le cadre du questionnaire portant sur les secteurs des biens et services environnementaux (éco-activités).

La partie du **compte de dépenses des énergies renouvelables (EnR)** qui est consacrée aux investissements fera l'objet d'une première transmission à Eurostat en décembre 2021. Ce compte est répertorié dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, domaine auquel Eurostat a récemment étendu, sur une base volontaire, son questionnaire initialement dédié aux dépenses de protection de l'environnement. Ce travail se poursuivra en 2022 avec les dépenses courantes en EnR : investigations méthodologiques sur l'estimation de la rénovation énergétique des bâtiments et la construction de Bâtiments Basse-Consommation, en vue de constituer le compte de maîtrise de l'énergie.

Le **compte de dépense de gestion de l'eau** fait l'objet d'une refonte afin de se conformer au cadre méthodologique européen. Il s'agit de comptabiliser ce qui contribue à une meilleure gestion de la ressource et non à la distribution d'eau potable.

Plusieurs croisements de données spatialisées ont été conduits pour prendre en compte les évolutions de l'urbanisme (croisement enveloppe des zones inondable et fichier fideli) et la carte des aléas retrait gonflement des argiles (croisement carte des aléas et fideli). Ceci a permis d'actualiser les indicateurs de l'observatoire national des **risques naturels**. Une analyse de l'impact de l'érosion côtière a également été conduit (croisement retrait du trait de côte et logements).

Des travaux ont été conduits sur les **usages des produits phytosanitaires**, en essayant de les approcher à partir d'une modélisation croisant les données d'occupation du sol et les données de ventes de ces produits.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Logement-construction :

La revue générale des variables collectées chaque année auprès des bailleurs sociaux pour l'actualisation annuelle du **répertoire de parc locatif social (RPLS)** a été réalisée en collaboration avec l'ensemble des utilisateurs début 2021. Plusieurs évolutions seront mises en œuvre dès la collecte au 1er janvier 2022 : suppression de données devenues non pertinentes ; amélioration du détail sur l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ; enrichissement des informations sur le diagnostic de performance énergétique ; ajout de l'identifiant fiscal du logement dans la perspective de la création du Répertoire inter-administratif sur les locaux (RIAL ; cf. infra). Les autres évolutions attendues par les utilisateurs ont été reportées au projet de refonte RPLS2 dont l'étude préalable devrait être lancée courant 2022.

L'extension aux **logements-foyers** du répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux (RPLS) a été poursuivie afin de finaliser le volet permettant la gestion, par les bailleurs, des mouvements du parc. Parallèlement la préparation d'une collecte complémentaire auprès des organismes gestionnaires des logements au 1er semestre 2022 a été engagée afin de collecter annuellement les informations nécessaires au décompte SRU. Ce dispositif annuel perdurera jusqu'à la pleine mise en production de RPLS2, en principe à partir de 2024.

Après une première phase d'instruction par la DHUP puis par le SDES, le principe de constituer un **Répertoire Inter-Administratif d'identifiants de Locaux (RIAL)** autour du référentiel national des locaux (R-loc) de la DGFIP a été retenu en mai 2021 lors d'une réunion quadripartite de haut niveau

CGDD – DGALN – DGFIP – Insee. Un tel répertoire est de nature à simplifier, par un rapprochement voire un échange d'information fiabilisé, la mise en œuvre et le suivi de politiques interministérielles ou inter-directionnelles (attribution de logements ou d'aides sociales, autorisations de construction, transformation ou rénovation de locaux...), et à faciliter l'alimentation et la mise à jour des bases fiscales. Sur le plan statistique comme sur celui de l'évaluation des politiques publiques, ce répertoire, fondé sur un unique identifiant local partagé, permettra de fiabiliser la connaissance du parc de logements et de mettre en œuvre des appariements de données plus efficaces et plus rapides, enrichissant l'information disponible. Il est notamment attendu une meilleure connaissance du statut d'occupation des logements et de la composition des foyers et ménages « statistiques » qui les occupent. Il est souhaité que le RIAL soit opérationnel au plus tard en 2025, et si possible plus tôt.

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Energie :

Les données de l'enquête sur les travaux de **rénovation énergétique des maisons individuelles** (TREMI) ont été diffusées en open data sur le site du SDES, après pseudonymisation.

La montée en charge de la diffusion des **données locales d'énergie** s'est poursuivie en 2021 (en lien avec l'objectif AVG 5). En particulier, ont été mises à disposition, pour la première fois, les données à l'adresse relevant des entreprises locales de distribution de plus de 100 000 clients (pour l'ensemble des clients non résidentiels et des immeubles collectifs d'habitation d'au moins dix logements).

Transports :

Le **rebasement du bilan de la circulation**, initié en 2020 sur la période 2012-2019, a été finalisé, et a permis de disposer en 2021 de données depuis le début des années 1990 dans la nouvelle base, afin de mesurer l'évolution de la circulation des véhicules sur une longue période ;

Le parc de véhicules dans les zones à faibles émissions a été actualisé au 1er janvier 2021 et enrichi d'un outil de **datavisualisation**.

Développement durable :

Le SDES a produit une **data-visualisation sur les indicateurs de suivi des ODD**, afin de mieux communiquer et permettre de quantifier les progrès accomplis. Cette data-visualisation s'inspire de la méthodologie statistique mise en œuvre par Eurostat. Elle évalue si chaque indicateur se rapproche ou s'éloigne de la cible et à quelle vitesse. Lorsque cela est possible, les tendances observées pour chaque indicateur sont comparées aux tendances théoriques nécessaires pour atteindre l'objectif. Ces travaux (méthodes d'évaluation et fiches de datavisualisation) répondent aux 8e et 9e recommandations du groupe de travail du CNIS sur les indicateurs ODD.

Environnement

Plusieurs outils de data-visualisation ont été mis à disposition ou actualisés, en vue de faciliter l'accès aux informations : actualisation (millésime 2019) et mise à disposition de données complémentaires sur les achats de produits phytosanitaires (répartition par fonctions et au code postal de chacune des 10 substances les plus vendues,...) ; data-visualisation des données sur la formation en environnement de l'enquête génération 2013 (dans l'attente des résultats de l'enquête génération 2017 qui seront mis en ligne en 2022). Une data-visualisation des indices poissons et indices diatomée a été développée mais ne sera mise en ligne qu'en 2022 avec la publication d'un 4p sur le sujet.

Le site notre-environnement du ministère, qui a vocation à devenir le portail de référence en matière d'information environnementale, a pris le relais du site internet du Rapport sur l'état de l'environnement. Son ouverture officielle est intervenue lors du Congrès mondial sur la nature de l'UICN en septembre 2022.

En termes de publication, le Chiffres clés sur les parcs nationaux sorti en juin 2021 correspond à une synthèse inédite sortie sous format A6. Le bilan environnemental de la France sorti en mai 2021, avec 19 fiches de synthèses, inspiré de l'INSEE référence les acteurs de l'environnement, prend le relais des rapports des comptes de l'environnement et a pour ambition d'avoir une approche plus large que les données économiques.

Une vidéo faite avec Datagora sur les dangers qui menacent la biodiversité en France a été élaborée à l'occasion du forum de l'UICN de septembre 2021 à Marseille.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2021

3. Principales publications de l'année 2021

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Ouvrages de référence			
Bilan de l'énergie	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-energetique-de-la-france-pour-2018?rubrique=19&dossier=170		
Chiffres clés de l'énergie	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-de-lenergie-edition-2020-0?rubrique=19&dossier=170		
Chiffres clés des énergies renouvelables	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-des-energies-renouvelables-edition-2020?rubrique=18		
Chiffres clés du climat	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-du-climat-france-europe-et-monde-edition-2020-0?rubrique=25		
Chiffres clés des transports	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-du-transport-edition-2021?rubrique=56&dossier=1337		
Bilan annuel des transports	A paraître en novembre		
Bilan environnemental de la France	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-environnemental-de-la-france-edition-2020?rubrique=41&dossier=176		
Publications présentant des résultats nouveaux ou issus de sources nouvelles			
La rénovation énergétique des logements : bilan des travaux et des aides entre 2016 et 2019	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/la-renovation-energetique-des-logements-bilan-des-travaux-et-des-aides-entre-2016-et-2019		
Comment les français voyagent-ils en 2019 ?	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/comment-les-francais-voyagent-ils-en-2019-resultats-de-lenquete-mobilite-des-personnes?rubrique=60&dossier=1345		
Etude sur les modes actifs	À paraître en décembre 2021		

L'augmentation des investissements immobiliers des non-résidents est tirée par les expatriés	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/laugmentation-des-investissements-immobiliers-des-non-residents-est-tiree-par-les-expatries		ESM 1, ESM 3, TRT 5
Les parcs nationaux de France	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-parcs-nationaux-de-france-chiffres-cles-edition-2021?rubrique=41&dossier=176		
Indicateurs clés pour le suivi de l'économie circulaire	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-cles-pour-le-suivi-de-leconomie-circulaire-edition-2021?rubrique=41&dossier=176		
Bilan 2018 de la production de déchets en France	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-2018-de-la-production-de-dechets-en-france?list-actu=true		EDD1 EDD11
Cartographie de l'exposition des maisons individuelles au retrait-gonflement des argiles	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/nouveau-zonage-dexposition-au-retrait-gonflement-des-argiles-plus-de-104-millions-de-maisons?list-actu=true	AVG5	EDD1 EDD9
Bilan de la qualité de l'air extérieur en France - année 2020	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-de-la-qualite-de-lair-exterieur-en-france-en-2020?list-actu=true		EDD1 EDD8
Quelles réponses économiques face au déclin de la biodiversité ? La dépense nationale de protection de la biodiversité et des paysages	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/quelles-reponses-economiques-face-au-declin-de-la-biodiversite-la-depense-nationale-de-protection?list-actu=true		EDD1 EDD2
Les protections des espaces naturels terrestres et maritimes en France en 2021	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-protections-des-espaces-naturels-terrestres-et-marins-en-france-en-2021?list-actu=true		EDD1
Vers un suivi national des résidus de pesticides dans l'air extérieur	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/vers-un-suivi-national-des-residus-de-pesticides-dans-lair-exterieur-principaux-resultats-de-la?list-actu=true		EDD6 EDD8
Société, nature et biodiversité	Thema : à paraître en décembre 2021 (valorisation de l'enquête « les français et la nature »)	AVG8	EDD1
Arsenic et mercure dans les sols : les zones exposées en France	Datalab essentiel à paraître déc 2021	AVG5 AVG6	EDD4 EDD6
Datavisualisation sur les ODD	https://www.agenda-2030.fr/IMG/pdf/edl_de_la_france_-odd_2020.pdf (pages 90 à 111)		

Annexe. Texte des avis de moyen terme 2019-2023

Avis généraux

Développement durable

AG1. Améliorer la mesure de la qualité de la croissance

Le Conseil se félicite de la publication du rapport du groupe de travail sur la déclinaison française des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable. Au-delà de la mise à jour et la diffusion régulière des indicateurs retenus par le rapport, le Conseil demande au service statistique public de répondre aux recommandations du groupe de travail dans la perspective d'affiner la mesure de la qualité de la croissance.

AG2. Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité

Le Conseil considère que le développement durable intègre la question des inégalités de toutes natures. Il souhaite vivement qu'elles demeurent un sujet d'attention permanent et que cette question soit prise en compte dans les travaux entrepris.

Numérique

AG3. Observer et analyser les mutations économiques et sociales dues à la transformation numérique

L'économie numérique transforme en profondeur l'activité humaine et les relations entre les individus. Le Conseil demande que le service statistique public mesure le développement des technologies numériques et ses conséquences, d'une part, sur les usages qu'en font les entreprises ou autres organisations et les individus, d'autre part, sur l'économie et la société.

AG4. Tirer profit des sources de données produites par le développement du numérique

Le Conseil recommande aux services producteurs d'explorer les nouvelles sources de données dès lors qu'elles ouvrent des perspectives d'enrichissement du système d'information de la statistique publique. Il demande aux services d'expertiser ces sources et d'être particulièrement attentifs à la qualité des statistiques produites.

Territoires

AG5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales

Le Conseil note avec satisfaction les avancées substantielles dans la mise à disposition par les services producteurs de données territoriales plus riches et plus fines. Il demande que le service statistique public poursuive ses efforts dans ce domaine et veille tout particulièrement à garantir la cohérence des informations produites et à en faciliter l'accès notamment aux acteurs locaux.

AG6. Poursuivre les investissements dans les comparaisons internationales

Le Conseil prend acte qu'une partie du programme statistique répond à des demandes européennes. Dans ce contexte, il encourage vivement les efforts produits par le service statistique public pour continuer à prendre une part active à la construction de la statistique européenne et pour développer des comparaisons internationales – y compris des territoires – en étant très attentif aux questions de comparabilité entre pays.

Méthodes et diffusion

AG7. Développer les appariements entre sources de données

Le Conseil demande à l'ensemble des producteurs de la statistique publique de développer les appariements entre sources de données afin d'enrichir l'analyse des liens entre différents thèmes, en veillant au strict respect de la confidentialité lorsque les appariements reposent sur des informations identifiantes.

AG8. Renforcer la lisibilité de la production du service statistique public

Le Conseil recommande aux services de la statistique publique de poursuivre leurs efforts pour améliorer la lisibilité de leur offre. Celle-ci couvre à la fois les nomenclatures utilisées, l'information sur les sources de données qu'ils produisent et la diffusion des statistiques et analyses qui en sont issues.

Commission Démographie et questions sociales

Observation de populations spécifiques

DQS 1. Assurer la continuité de l'information sur les personnes handicapées

Le Conseil soutient les efforts menés par le service statistique public afin d'observer et mieux définir les différentes populations atteintes d'un handicap. Il souligne l'importance d'assurer le renouvellement d'enquêtes en population générale et d'enrichir le système d'information par d'autres sources de données, notamment par les données administratives.

DQS 2. Suivre le vieillissement de la population

Le Conseil souhaite que le service statistique public suive attentivement le phénomène de vieillissement de la population en France en mettant particulièrement l'accent sur les personnes notamment aux grands âges, leurs conditions de vie et leur état de santé.

DQS 3. Mieux connaître les conditions de vie de l'enfant

Le Conseil recommande que la statistique publique consolide son système d'information afin de développer les connaissances relatives aux conditions de vie et au développement de l'enfant et de l'adolescent dans son environnement social et familial. L'approche en termes d'observation des parcours est encouragée. Les conséquences des ruptures familiales sur le quotidien de l'enfant ainsi que la situation et le devenir des enfants concernés par la protection de l'enfance seront principalement examinés.

DQS 4. Mesurer l'émigration

Le Conseil renouvelle le constat du manque d'informations sur les émigrants quittant le territoire national. Il demande que le service statistique public, dans le cadre de la poursuite de ses travaux sur les flux migratoires, porte ses efforts sur la mesure du phénomène d'émigration. Il sera notamment attentif aux données produites sur les départs de jeunes de France vers l'étranger et, parmi eux, ceux en mobilité internationale pour leurs études.

Précarités et inégalités sociales

DQS 5. Développer la mesure de la précarité résidentielle

Le Conseil note que le sujet de la précarité résidentielle et les enjeux qu'il soulève font l'objet d'une forte demande sociale. Il demande au service statistique public de renforcer ses efforts pour identifier et mobiliser les sources de données permettant de prendre régulièrement la mesure des situations de personnes mal-logées ou sans domicile, en portant particulièrement l'attention sur les publics très vulnérables comme les personnes âgées, les mineurs non accompagnés ou les familles monoparentales et familles nombreuses.

DQS 6. Observer la grande pauvreté

L'état actuel du système d'information statistique relatif à la mesure de la pauvreté rend insuffisamment compte des situations de grande pauvreté, qu'il s'agisse des personnes en ménage ordinaire ou de celles vivant en dehors de ce périmètre. Le Conseil insiste sur l'importance de bien définir la notion de grande pauvreté pour mieux repérer et exploiter les sources permettant d'observer les trajectoires des personnes concernées, et en particulier mesurer les phénomènes de persistance dans la pauvreté.

DQS 7. Stéréotypes, préjugés et discriminations

Les critères de discrimination inscrits dans la Loi, surtout s'ils se combinent, constituent une grave menace pour la cohésion sociale. Le Conseil demande que le service statistique public construise un dispositif d'observation et de mesure des différentes formes de stéréotypes, préjugés et discriminations.

DQS 8. Suivre le développement du numérique et ses effets sociaux

Le Conseil encourage la poursuite de la production de données sur le développement du numérique et de ses effets sociaux. Il insiste pour que des exploitations par catégorie de populations soient menées afin d'affiner les mesures de la fracture numérique et mieux caractériser les publics concernés. Le caractère régulier de ces mesures permettra d'en suivre les évolutions dans le temps.

Développement du système d'information

DQS 9. Pérenniser le système d'information sur le logement

Le Conseil appuie les producteurs de la statistique publique dans leurs efforts de pérennisation d'un système d'information pour l'observation et le suivi de l'état et des conditions de logement en France et dans ses territoires. Il rappelle la nécessité de comparer dans le temps les situations vécues par les individus et soutient le renouvellement de l'enquête nationale logement et de l'enquête sans domicile.

DQS 10. Renouveler l'enquête Emploi du temps

Le Conseil considère que l'enquête Emploi du temps est un dispositif essentiel pour mesurer la manière dont les membres d'un ménage, y compris les enfants, organisent leur temps et partagent les tâches. Il demande que l'enquête soit renouvelée, en particulier pour suivre l'évolution durant les dernières décennies des inégalités de genre en la matière.

Commission Emploi, qualification et revenus du travail

EQRT 2. Analyser l'insertion professionnelle des populations socialement défavorisées

Le Conseil renouvelle sa demande auprès des producteurs de la statistique publique d'analyser les difficultés d'insertion professionnelle des populations socialement défavorisées (précarisées, vulnérables...), et notamment des jeunes entrant sur le marché du travail.

EQRT 3. Approfondir les liens entre parcours professionnel et santé

Le Conseil demande au service statistique public de consolider les dispositifs d'observation afin de mieux analyser les interrelations entre l'état de santé des personnes et leur itinéraire professionnel (conditions de travail, expositions aux risques psycho-sociaux ou environnementaux, aux maladies professionnelles, notamment). L'attention continuera à être portée aussi bien sur les salariés que sur les personnes à la recherche d'un emploi.

Commission Services publics et services aux publics

SP 1. Observer les parcours des personnes âgées

Le Cnis constate que l'observation des processus conduisant à la perte d'autonomie des personnes âgées est insuffisamment traitée. Le Conseil soutient le développement d'un dispositif d'observation longitudinal permettant de repérer les entrées en situation de dépendance et d'en analyser les déterminants. Ce dispositif d'observation devra aussi permettre de suivre la manière dont les personnes dépendantes sont accompagnées par les services et les aides dont elles bénéficient compte tenu de leur état de santé.

SP 2. Mesurer le non recours aux droits sociaux

Le non recours aux aides et prestations sociales, lorsqu'il est important, est une source majeure d'inefficacité des politiques de protection sociale. Le Cnis encourage vivement la poursuite des travaux visant à repérer et caractériser les situations de non recours, à en mesurer l'étendue afin d'analyser leur rôle dans la persistance des situations de fragilité sociale.

SP 3. Veiller à la continuité du système d'information statistique sur les retraites

Le Cnis prend note des perspectives de réforme des régimes de retraite. Il demande que les représentants concernés du service statistique public soient associés, dès leurs lancements, aux travaux de refonte des systèmes de gestion des retraites, pour qu'ils puissent alimenter régulièrement des systèmes d'information statistique portant sur les situations et comportements des ayants droit.

Commission Territoires

TERR 1. Mettre à disposition des indicateurs locaux pour l'action publique dans les territoires

Le Conseil rappelle l'importance de l'information statistique localisée, indispensable aux acteurs qui conduisent des politiques publiques dans les territoires. Il souhaite que les investissements importants faits par la statistique publique soient maintenus. Il attire en particulier l'attention des producteurs sur le besoin d'informations permettant de mesurer l'emploi et les revenus localisés, ainsi que le coût de la vie à un niveau infra-national. Le Conseil demande au service statistique public de poursuivre les efforts entrepris pour améliorer l'accès et la

lisibilité des informations mises à disposition. Il préconise que le dialogue avec les acteurs locaux s'appuie sur des structures régionales de concertation.

TERR 2. Compléter l'information disponible sur l'Outre-mer

Le Conseil réaffirme l'importance de disposer d'une information statistique sur l'Outre-mer. Il note avec satisfaction les progrès réalisés en la matière et les moyens que le service statistique public y consacre. Il invite la statistique publique à poursuivre ses efforts pour couvrir l'ensemble du territoire national et permettre des comparaisons entre les régions, y compris ultra-marines.

TERR 4. Améliorer le géocodage

Le Conseil encourage la poursuite des travaux visant à localiser le plus précisément possible les bâtiments à usage d'habitation ou d'activité et l'emploi public et privé, afin de disposer d'informations de qualité géolocalisées ou pour des zonages très fins (données carroyées).

Commission Évaluation du recensement de la population

CNERP 3. Alléger la charge des communes et de l'Insee

La recherche d'allègement de la charge liée au recensement doit rester une préoccupation constante. La Cnerp constate avec satisfaction la forte progression de la collecte par internet. Elle encourage les efforts menés pour la dématérialisation de la collecte et soutient les expérimentations de nouveaux modes de collecte, qui allégeraient la charge de travail des coordonnateurs communaux et des agents recenseurs.

CNERP 5. Adapter le recensement aux exigences et demandes externes

La Cnerp note avec intérêt les efforts réalisés pour prendre davantage en compte les besoins des utilisateurs externes, à travers notamment l'introduction de nouvelles questions (mode de transport, liens familiaux, etc.). Elle a pris connaissance des demandes d'Eurostat concernant la production de données finement localisées et la mise à disposition rapide d'estimations de population et invite l'Insee à poursuivre les travaux dans ces domaines.

CNERP 6. Adapter le processus de production, suite à la suppression de la taxe d'habitation

La Cnerp recommande de porter une très grande attention aux conséquences des évolutions portant sur la taxe d'habitation. Elle demande à être très régulièrement informée des travaux conduits pour assurer la continuité de la production du recensement, notamment ceux relatifs à l'utilisation de nouveaux fichiers et à l'adaptation des outils informatiques.